les cahiers du GERME

groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants

trimestriel N° 21
1° trimestre 2002
15 mars 2002

les objectifs du GERME :

"promouvoir la recherche sur les mouvements et organisations d'étudiants et de jeunes à l'époque contemporaine, en France, en Europe et dans le monde
Elle vise notamment à
- la collecte des documents, archives, et veille à ce que leur traitement et conservation soit assurée dans les lieux et institutions adaptés
- établir un inventaire des sources et l'actualiser
- organiser, participer, aider des manifestations de tous ordres : colloques, expositions, rencontres, séminaires
- favoriser la publication des actes de colloques, catalogues, articles, ouvrages
- et utiliser tous moyens pour permettre l'accomplissement de son objet social."

séminaire du GERME

«mouvements et mobilisations lycéennes des années 1968 et des années 1980/90»

Avec
Alain Borredon et
Claude Zaidman

22 mai 2002
17 h à 19 h

CHS (Paris I)
9, rue Malher 75004 PARIS

http://www.germe.info

le N° : 3 E
Abonnement : 13 E par an

VIE DU GERME

soirée de présentation du programme de valorisation des archives - séminaire «résistances lycéennes» - groupe de travail CHEVS-GERME -

INITIATIVES

inauguration du CODHOS - journée d'étude «étudiant étranger» - séminaire «enseignement supérieur» - groupe «archives publiques - archives privées» - exposition «enfants de justice» - étudiants de Russie en Allemagne

CONTRIBUTIONS

Tom Madden : «une semaine en février 1948»

ARCHIVES ETUDIANTES

Fonds du collectif intersyndical universitaire d'action Vietnam - Laos - Cambodge (Archives Nationales, CAC Fontainebleau)

DICTIONNAIRE BIOGRAPHIQUE

Bureaux de l'AGEC (Clermont Ferrand)
II° Partie: 1959 - 1971

BIBLIOGRAPHIE

Jean Michel Barreau, *Vichy, contre l'école de la République.* Mohamed Harbi, *Une vie debout (I),* Houari Mouffok, *Parcours d'un étudiant algérien, de l'UGEMA à l'UNEA.* Jean Sprecher, *A contre-courant, étudiants libéraux et progressistes à Alger 1954-1962.*
revue des revues

DOCUMENTS

«le lycéen combattant», mai 1944.

Vie du GERME

SOIREE DE PRESENTATION DU PROGRAMME DE VALORISATION DES ARCHIVES ETUDIANTES (GERME-BDIC), 28 NOVEMBRE 2001.

Le mercredi 28 novembre 2001, faisant suite au séminaire du GERME consacré aux " résistances lycéennes " (cf. ci-dessous), avait lieu la présentation publique des premiers résultats du programme de " collecte et valorisation des archives étudiantes " commun au GERME et à la BDIC (Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine) de Nanterre, soutenu par la Direction de la Recherche du Ministère du même nom.
Ont été présentés les différents fonds d'archives traités au cours de ce programme : UNEF (dont une partie sur –et non de- la MNEF), enrichi et complété, UNEF-US et Maupeou-Abboud, fonds déjà collectés, et les fonds Barralis, Alexis Corbières et Benoit Willot, collectés et classés à cette occasion (cf. précédents numéros des « Cahiers »).
L'autre volet de ce programme était la valorisation et la mise à disposition de la communauté scientifique de ces nouvelles sources via Internet. Il s'est agit, tout d'abord, de mettre en ligne les inventaires réalisés à la BDIC dans le cadre du "guide Internet des sources sur les mouvements étudiants et l'enseignement supérieur", visant à regrouper, avec le site du GERME, l'ensemble des inventaires intéressant la recherche sur les mouvements étudiants, quelque soit le lieu de conservation (BDIC ou Archives nationales, Archives confédérales de la CFDT, CHS XX° siècle de Paris I, CHEVS/ FNSP, etc...). Développé avec l'association "Atelier @lternet", avec le soutien du Ministère de l'Education Nationale et de la Direction des Archives de France, ce guide en ligne propose une fiche de présentation pour chaque lieu de conservation ainsi que pour chaque fonds ou collection et donne accès à l'intégralité des inventaires et catalogues, un moteur de recherche spécifique permettant d'interroger cette base documentaire en texte intégral. D'autre part, à l'autre bout de la chaîne archivistique, à l'échelle de la pièce, a été commencée la numérisation et la mise en ligne d'une série spécifique de documents, à savoir la correspondance de l'UNEF sous l'occupation allemande, extraite de deux fonds conservés à la BDIC (UNEF et Barralis) permettant de voir au jour le jour la (sur)vie de l'organisation étudiante sous le régime de Vichy (à consulter dans la partie " dossiers " du site www.germe.info).
Cette présentation a été suivie des discours successifs [1] de Madame Brelot, de la Direction de la Recherche, de Monsieur Durning, Vice-Président de l'Université de Paris X – Nanterre chargé de la recherche, de Geneviève Dreyfus-Armand, pour la BDIC, et de Robi Morder pour le GERME : tous les partenaires se sont félicités de cette première opération de valorisation et de diffusion d'une information scientifique et technique intéressant la recherche sur les mouvements étudiants et ont appelé de leurs voeux un, voire des prolongements... A suivre ...

Jean-Philippe Legois.

SEMINAIRES DU GERME

28 NOVEMBRE « RESISTANCES LYCEENNES ».

Ce premier séminaire de l'année universitaire tenu à la BDIC de Nanterre le 28 novembre, a ouvert un chantier, notamment en ce qui concerne la période de l'occupation. En effet, l'introduction de Jacques Varin a bien posé la question : s'il y a eu nombre de lycéens résistants (et beaucoup d'exemples ont été donnés), peut-on parler d'une résistance lycéenne ?[2]. Il y a donc à continuer d'une part le travail de collecte de témoignages (comme le font des associations telles « Mémoire des étudiants résistants »[3] dont une des animatrices, Mme BOURECHLIEV, était présente, ou « l'association du 11 novembre 1940 »[4]), de documents et d'archives mais aussi à dégager des problématiques et des perspectives. Il y a eu des témoignages rapportés par Robi Morder, qui avait interrogé Georges Suffert, élève au lycée Saint-Louis et Igor de Schötten, élève à Jeanson de Sailly comme par Sonia Combes qui avait rapporté un témoignage recueilli à New York dans le cadre d'une interview d'une ancienne déportée. Notons qu'il y a souvent des témoins que nous « ignorons » comme lycéens résistants.. faute de leur avoir posé la question. Ainsi, Paul Bouchet, nous l'invitons souvent comme étudiant sur la période de la Libération et de la Charte de Grenoble, alors que nous le délaissons comme lycéen résistant... De même, c'est le titre du séminaire qui a fait réagir Georges Hadacek, que nous côtoyons régulièrement comme membre de l'association des anciens de l'UNEF. Il nous a ainsi appris qu'il avait été lycéen à Nice dans la période, et qu'il existe même une association locale intitulée... « résistances lycéennes ». D'autres personnes, qui n'avaient pu se déplacer, ont néanmoins écrit soit au GERME, soit à la BDIC pour manifester leur disponibilité et leur intérêt à participer à ce travail. M. Michel DENIS a quant à lui témoigné directement de son « 11 novembre » lycée, et de son engagement dans la résistance. M. LEVERT, co-auteur d'*un lycée dans la tourmente* », a exposé le travail effectué à partir des archives du lycée Jean-Baptiste Say.

---

[1] Quelques extraits vidéo sont consultables sur le site du GERME.
[2] Jacques Varin n'a trouvé au cours de ses recherches qu'une seule feuille spécifiquement lycéenne, intitulée « combat lycéen », mais bien entendu d'autres publications parlent des lycéens.
[3] Mémoire des étudiants Résistants récolte et publie des témoignages, et participe à des initiatives dans les lycées. Cette association organise chaque année, devant la statue des martyrs du lycée Buffon, une cérémonie aux a du 8 mai. 14, rue du Pré aux Clercs, 75007 PARIS.
[4] Cette association a récolté des témoignages reproduits dans un CD audio.

Le 11 novembre 1940 peut faire l'objet, en tant que moment, d'approches pluridisciplinaires. Bien évidemment, une approche historique (moment en tant que tel, et moment dans la période), mais aussi sociologique. Qui sont ces lycéens qui manifestent ? Quelles « prédispositions » sociales, familiales ? Quelles comparaisons (et donc différences) entre les lycéens (80 à 85% des manifestants) et étudiants, plus « organisés ». Du point de vue de la sociologie et de la science politiques on peut examiner l'organisation même de ce 11 novembre : comment l'idée naît (et ce à plusieurs endroits à la fois), comment elle se propage (entre autres par tracts/papillons comme par la circulaire rectorale qui déconseille, interdit et en même temps... informe), comment des organisations encadrent peu ou prou des masses qu'elles n'ont pas mis forcément en mouvement., bref, classique articulation entre « spontanéité » et « organisation ».
Tout ceci permet en tous cas de reprendre le projet – mis entre parenthèses pendant trois ans – d'une exposition, avec les archives du Rectorat de Paris et Stéphanie MECHINE, dont une partie des premiers éléments fait l'objet d'une « exposition virtuelle » sur notre site internet.
Venant après la contribution de S. Merceron[5], le débat organisé autour du livre de Claude Singer[6], et le séminaire tenu au CHEVS[7], ce séminaire est une nouvelle étape dans la perspective de travaux et publications sur l'UNEF, les étudiants et les lycéens dans la guerre et la résistance.
La deuxième partie – plus brève – concernait l'action lycéenne contre la guerre d'Algérie. Les témoignages de Gérard Doriath et de Patrick Choupault ont permis de comparer l'organisation de lycéens dans un lycée à forte tradition (le lycée Voltaire, situé dans un quartier populaire, déjà cité dans la période de la résistance) et dans un lycée (Corneille à Rouen, plutôt « bourgeois ») où, justement, c'est avec le comité anti-fasciste qu'est inaugurée une « tradition » qui se maintiendra ensuite, en 1968 et après. Tout aussi intéressante la façon de s'organiser, la relation d'autonomie relative entre les organisations et des comités plus larges animés par leurs militants.

R.M.

PROCHAINS SEMINAIRES DU GERME

***Mercredi 10 avril 2002..** *« Les mobilisations lycéennes des années 1970, un exemple, le mouvement contre la Loi Debré de mars-avril 1973 »*, avec Karel Yon 18 h – 20 h au CHS.
***Mercredi 22 mai 2002.** *« Les mouvements lycéens des années 1968 aux années 1990»*, avec Alain Borredon et Claude Zaidman. 17 h – 19 h au CHS.

Centre d'histoire sociale, Université Paris I, 9 rue Malher 75004 PARIS (M° Bastille ou Saint-Paul)

GROUPE DE TRAVAIL CHEVS-GERME : « Institution universitaire et mouvements étudiants »

Lundi 22 avril 2002, 18H-20H, salle 913, rue de la Chaise (M° : Sèvres-Babylone). - L'essai de transformation paritaire de l'Université à Brest en mai-juin 1968. Les évènements de mai-juin 1968 ont mis en évidence les oppositions multiples séparant étudiants et administrations universitaires. Cependant, les évènements parisiens - largement popularisés par les médias de mai - plaquent sur ces relations un masque trompeur. En effet, alors qu'ailleurs, l'extrémisme des étudiants semblent se nourrir de l'immobilisme d'une institution bousculée, à Brest, une démarche originale est menée dés le début des évènements. Reposant sur une organisation strictement paritaire, les contestataires brestois, tant étudiants qu'enseignants vont initier une réforme profonde des structures même de l'université, réforme théorique reconnue lors des assises de Grenoble et de Clermont-Ferrand.
Invités : Edmond Monange, ancien enseignant à Brest, Bernard Boudic, ancien président de l'AGEB (Association Générale des Etudiants Brestois), et (sous réserves) Alice Saunier-Séité, ancienne présidente du Collège Littéraire Universitaire de Brest et ancienne secrétaire d'Etat aux Universités.
Introduction de la séance : Vincent Porhel, doctorant en histoire, Université de Rennes II.

Mardi 5 juin 2002, 18H-20H, salle François Goguel, 56, rue des Saints-Pères (M° : Saint-Germain-des-Prés). - Le rapport des étudiants à l'institution universitaire : le cas de l'UFR de philosophie de Paris I lors du mouvement étudiant de 1986. Le mouvement de novembre-décembre 1986 contre le projet de loi Devaquet a révélé
et/ ou confirmé un certain nombre de clivages au sein de la communauté universitaire, tant chez les étudiants que chez les enseignants.
La pédagogie et l'usage social et professionnel des études de philosophie furent de ces champs d'affrontement.
L'étude du cas de l'UFR de philosophie de Paris I (Panthéon-Sorbonne) permet de dégager au moins deux pôles. L'un tournant autour du rôle de l'enseignement philosophique universitaire dans la formation et la reproduction des enseignants de cette même discipline, l'autre centré autour de la formation de l'esprit critique. A travers l'analyse d'une commission paritaire, recréée à l'occasion, c'est le rapport des étudiants de philosophie à l'institution universitaire et à

[5] « L'unef des années noires », *Cahiers du Germe* spécial N° 1, mars 1996.
[6] « Université libérée, université épurée » Les Belles Lettres 1998. Séminaire du GERME 1° avril 1998.

[7] Séminaire du 7 avril 1999, animé par Stéphanie Méchine, à partir du traitement des fonds Zazzo et Joliot-Curie et d'une thèse en cours de Michel Pinaut sur Joliot-Curie, "la résistance universitaire à travers deux figures de proue" et Gilles Maigron.

ses responsables, à l'échelle d'une UFR, que l'on interrogera, notamment dans son lien avec la diversité des intérêts des enseignants en poste.
Invités : Hélène Vedrine, Professeur des Universités, alors directrice de l'UFR, Bruno Karsenti, Maître de conférences, alors étudiant.
Introduction de la séance : Charles Soulié, Maître de conférences en sociologie à l'Université de Paris VIII.
Pour accéder à la salle François Goguel :
Au 56, rue des Saints-Pères, prendre l'accès situé à gauche dans la cour, puis les ascenseurs situés sur la droite dans la cafétéria et monter jusqu'au 4ème étage. La salle François Goguel se trouve au cinquième et est accessible par un escalier, en face du couloir des ascenseurs.

Initiatives

LE CODHOS : UN RESEAU DOCUMENTAIRE EN HISTOIRE OUVRIERE ET SOCIALE. MATINEE DU 29 JANVIER 2002.

Le CODHOS : c'est le collectif de documentation en histoire ouvrière et sociale qui s'est constitué en association en janvier 2001. Ayant pour but de « faciliter l'information et les échanges entre ses membres , de réaliser des instruments documentaires et des outils informatiques concernant le mouvement ouvrier et social à partir des fonds de chaque organisme adhérent à l'association » (article 2 des statuts), il associe des documentalistes, des archivistes et des historiens. La dispersion des fonds ayant trait à l'histoire sociale est une caractéristique française. Mais s'il n'est pas question de créer un grand Institut d'histoire sociale, il est néanmoins nécessaire de coordonner les efforts des différentes institutions existantes. Le CODHOS correspond à un besoin d'échange et de collaboration. Sont membres du CODHOS : Archives confédérales CFDT, Archives du communisme français, Centre historique des Archives Nationales (CHAN) ; IBDIC, CEDIAS-Musée social, Centre d'archives du monde du travail (Roubaix), CERMTRI, CHT (Nantes), CHS XX° siècle Paris I, FNMF, Fondation Jean-Jaurès, IHS, IFHS, Institut CGT d'histoire sociale, IRELP, Musée de l'histoire vivante, OURS.

Le 29 janvier, une matinée de présentation du CODHOS et de son premier travail collectif, l'inventaire des sources imprimées relatives aux congrès nationaux des organisations ouvrières et des associations de gauche, de la Commune à 1940, s'est tenue au CHAN.
Sous la présidence de Marie Paule Arnaud, directrice du CHAN, qui ouvrira la matinée à 9 h 30, Françoise Blum, présidente du CODHOS, présentera cet organisme. A 10 h, Marie-Geneviève Dezès (IFHS) et Anthony Lorry (CEDIAS-Musée social) présenteront l'inventaire des congrès ouvriers et la base de données du site web du CODHOS. Puis, à 10 H 30, Sophie Coeuré (Fondation EDF) animera un débat avec Michel Dreyfus (CHS Paris I) et Vincent Duclert (EHESS). A 11 h 45, Wouter Steenhaut, directeur de l'IHS de Gand, Président de l'IALHI, concluera la séance de travail.
Le GERME, qui a décidé d'adherer au CODHOS, était représente à cette journée par J-P Legois et R. Morder

Contact pour le Codhos : CHS XX° siècle, Françoise Blum, Rossana Vaccaro, 9, rue Malher 75004 PARIS. Adrelec : fblum@univ-paris1.fr et vaccaro@univ-paris1.fr. Site web : codhos.asso.fr

ETUDIANT ETRANGER JOURNEE D'ETUDES (8 FEVRIER 2002)

Une journée d'étude s'est tenue le Vendredi 8 février 2002, à l'Ecole normale supérieure, dans le cadre du séminaire « histoire sociale de l'immigration » (P. Rygiel / E. Guichard). Nous rendrons compte de cette journée ultérieurement. L'ordre du jour prévu était le suivant :
Le matin, sous la présidence de Claudie Weill, Nicolas Manitakis, EHESS et Natalia Tikhonov, Université de Genève ont introduit la journée. Après le discours d'ouverture de Claudie Weill, (EHESS, Paris) c'est sur le thème « Universités européennes face aux étudiants migrants » qu'ont successivement « planché » Andrea Cammelli, (Università di Bologna) *Présence et caractéristiques des étudiants étrangers en Italie dans le cadre international de référence 1945-1998,* Victor Karady, (EHESS et Central European University Budapest) *Ethnicité et choix du pays d'accueil chez les étudiants migrants de l'Europe orientale au début du XXe siècle,* Dr. Harmut Rüdiger Peter et Andreas de Boor, (Martin Luther Universität Halle-Wittenberg) *« Quand la Russie frappait aux portes de l'Europe » (Cl. Weill) – pourquoi un nouveau livre sur le même sujet ?,* Natalia Tikhonov, (Université de Genève) *Les migrations estudiantines et la féminisation des universités européennes*
L'après-midi, sous la Présidence de Gérard Noiriel, c'est le thème « Etudiants étrangers en France » qui a été abordé, après le Discours d'ouverture de Gérard Noiriel, (EHESS, Paris), se sont succédés : Nicolas Manitakis, (EHESS, Paris) *Les étudiants étrangers en France (1880-1940). Les migrations étudiantes - un défi pour l'histoire de l'immigration ?,* Irina et Dimitri Gouzévitch, (EHESS, Paris) *Se former et s'informer : un regard sur la migration scolaire russe dans les grands établissements français entre 1800 et 1940,* Pierre Moulinier, (Paris) *Les étudiants étrangers à Paris au XIXe siècle : origines géographiques et cursus scolaire* , Abdelkader Latreche, *Université de Paris-VIII Saint-Denis La mobilité estudiantine dans l'après-guerre. La journée s'est conclue par un* Débat général portant sur *une comparaison des flux migratoires des étudiants*

SEMINAIRE « ENSEIGNEMENT SUPERIEUR : ACTION PUBLIQUE, PRATIQUES SOCIALES ET DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES »

Jeudi 21 mars 2002 de 17 à 19 heures : La profession universitaire (2) : évaluation des enseignants du supérieur et carrières

- Marie-Françoise Fave-Bonnet (Université Paris X - Nanterre) – L'évaluation des universitaires en Europe
- Christine Musselin (Centre de Sociologie des Organisations FNSP/CNRS) – Les marchés du travail universitaires, une comparaison entre la France, l'Allemagne et les Etats-Unis

Jeudi 4 avril 2002 de 17 à 19 heures : Les moniteurs de l'enseignement supérieur

- Alain Coulon (Université Paris 8), Rida Ennafaa (Université Paris 8) et Saeid Paivandi (Université Paris 8) – Enquêtes sur les moniteurs de l'enseignement supérieur : origine sociale, parcours scolaire et universitaire, opinion sur les pratiques du monitorat

Jeudi 6 juin 2002 de 17 à 19 heures : Le rendement des diplômes

- Louis Chauvel (OSC) – Définir, évaluer et analyser les variations du rendement social des titres universitaires : une comparaison France-US 1960-2000
- Jean-François Giret (CEREQ) – L'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur en France

Organisateurs du séminaire :

Christine Musselin et Stéphanie Mignot-Gérard 75 007 Paris 01 44 39 56 60
Observatoire Sociologique du Changement 19 rue Amélie 11 rue de Grenelle
c.musselin@cso.cnrs.fr s.mignot-gerard@cso.cnrs.fr
Olivier Galland et Agnès Van Zanten Centre de Sociologie des Organisations 75007 Paris 01 40 62 65 70
agnes.vanzanten@osc.sciences-po.fr olivier.galland@wanadoo.fr

GROUPE DE TRAVAIL « ARCHIVES PUBLIQUES, ARCHIVES PRIVEES ».

Une séance de ce groupe de travail, organisé par la section des archives centrales de l'AAF (Association des Archivistes Français), était consacrée le 22 novembre dernier aux archives des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire et à celles des mouvements étudiants. Après la présentation du Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) par Gaëtan Sourice, « missionnaire » archives du PAJEP, j'ai pu présenté les projets du GERME dans le domaine des archives sur les mouvements étudiants et l'enseignement supérieur, même s'ils ne sont pas encore au même stade d'avancement que le PAJEP. Sans rentrer dans le détail, nous avons pu, en petit comité, confronter approches et problématiques, notamment quant aux structures de cogestion, nombreuses dans le secteur jeunesse et éducation populaire, mais non négligeable en milieu étudiant et universitaire : c'est le cas des œuvres, avec le CNOUS et le CROUS, et, bien sûr, de la MNEF … Et là le panorama archivistique vaut le coup d'œil : dans le premier cas, une friche encore plus sauvage que les archives universitaires ; dans le second, des archives toujours bloquées, à ce jour, par le liquidateur judiciaire !

Jean-Philippe Legois.

INAUGURATION DU CENTRE D'EXPOSITION HISTORIQUE « ENFANTS EN JUSTICE, XIXEME – XXEME SIECLES ».

Le 14 décembre dernier, a été inaugurée cette exposition permanente dans l'enceinte du Centre d'Action Educative « Ferme de Champagne » à Savigny-sur-Orge, un de ces centres de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.
Cette exposition retrace le parcours et les étapes de leur accueil et de leur « rééducation » au sein de ces centres. A partir d'archives, d'objets, de salles reconstituées, on entre dans l'univers de ces enfants, obscurs et sans-grades, même si certains sont devenus célèbres comme François Truffaut, qui a raconté sa jeunesse tourmentée et contrariée dans « Les 400 coups ». Une expo qui vaut le détour pour partir à la découverte de cette autre partie de la jeunesse très souvent déscolarisée.

JPL

LA CPU SE PENCHE SUR LA VIE ETUDIANTE

Les 21 et 22 mars prochains la Conférence des Présidents d'Université réunit son colloque annuel sur le thème de la vie étudiante à l'Université. Conditions d'études, de vie, de travail mais aussi, à signaler, une des quatre table rondes est consacrée à l'engagement étudiant avec la participation du GERME..

AUTONOMIE DE LA JEUNESSE

Le 29 mars à la Cité Universitaire internationale de Paris, un colloque organisé par la nouvelle Mutuelle des Etudiants sur « l'autonomie de la jeunesse », en présence d'acteurs et de chercheurs.

ARCHIVES UNIVERSITAIRES A LOUVAIN

Le 18 avril, le GERME est invité à une journée sur les archives universitaires et étudiantes à Louvain, en Belgique.

ETUDIANTS DE RUSSIE EN ALLEMAGNE (Halle, novembre 2001)

Fin novembre 2001 a eu lieu a Halle une deuxième journée d'études[8] du groupe d'étudiants et de chercheurs animé par Hartmut Rüdeger Peter qui a entrepris d'approfondir l'examen des étudiants de Russie en Allemagne avant la première guerre mondiale. Outre les méthodes – le traitement informatique des données, l'établissement de tableaux sophistiqués de croisement de données – les participants ont une nouvelle fois débattu du problème des sources, en particulier Anatoly Efvgenevitch Ivanov qui a signalé les trésors recelés par les archives russes, complétant les fonds disponibles en Occident (y compris à Standford, USA) ou les recoupant, mais aussi la presse publiée en russe en Allemagne. Sur le plan problématique, ont été abordés la « question des étrangers » (c'est à dire celle des étudiants de Russie dans les établissements allemands d'enseignement supérieur) telle que l'ont traitée les « étudiants libres » allemands, révélant un vaste spectre de prises de position dans ce mouvement non corporatif ; les corpus nationaux et leurs associations spécifiques juifs, arméniens, ukrainiens —les polonais ayant déjà fait l'objet d'un examen lors de la session de l'automne 2000-, mais aussi une étude comparée de la place des femmes dans le corpus des étudiants de Russie en Suisse et en Allemagne (Nathalia Tikhonov). Les opinions ont en particulier divergé sur le degré de politisation qui, ayant fait l'objet d'une accentuation dans l'historiographie de la RDA, tend au contraire à être minimisé dans les recherches actuelles. Or si, effectivement, les étudiants bolchéviks se sont taillés la part du lion dans les ouvrages d'avant la chute du mur, tordre le bâton dans l'autre sens ne permet pas de rendre compte de la multiplicité des courants qui traversaient ce milieu, même si les « anciens combattants » se lamentaient sur « l'indifférentisme » d'après la Révolution de 1905. Il n'en demeure pas moins que la révision des certitudes acquises – y compris par moi-même- est extrêmement prometteuse pour le développement de ces recherches.

Claudie Weill.

Photographie d'une manifestation d'étudiants russes en 1905 sur les bords de la Neva (St Petersbourg). J'ai trouvé cette photographie dans une braderie en Italie, avec d'autres, portant les tampons d'archives et d'agence de presse russes et tchèques, ainsi que le tampon de « Riuniti », éditeur de gauche lié au PCI. Sans doute les restes d'illustrations

[8] La première journée a eu lieu en décembre 2000 et a fait l'objet d'une publication. Heutmut-Rüdiger Peter (ed), *Schnorrer, Verschwörer, Bonbenwerfer ? Studenten aus dem Russischen Reich an deutschen Hochschulen vor dem 1. Welt krieg*, Francfort/main, Peter Lang, 2001, 188 p.

Contribution Débats, controverses

Nous poursuivons la publication de la contribution de Tom Madden (voir *Cahiers du Germe trimestriels* N° 18 – 2° trimestre 2001) en réaction au livre et à l'article de Joël Kotek. Traduction par Jean-Paul Delbègue.

UNE SEMAINE EN FEVRIER 1948

Dans son livre *Students and the Cold War* [édition française : *La Jeune Garde, la jeunesse entre K.G.B. et C.I.A. 1917-1989*, éd. du Seuil 1998], Joel Kotek a décrit cinq crises qui secouèrent l'U.I.E. et contribuèrent finalement à la division du monde étudiant. Il est difficile d'être en désaccord avec ce schéma général. J'ai présenté mes commentaires sur les événements de février 1948 simplement pour corriger l'image d'une U.I.E. asservie exclusivement aux intérêts et ambitions du bloc soviétique - sujétion qui, selon mon expérience, ne s'est mise en place que très progressivement, et qui, rétrospectivement, ne paraît pas avoir été inévitable[9].

Assurément, avant ce mois de février 1948, la nouvelle organisation ne manquait pas d'avoir contre elle des esprits critiques et des malveillants. Depuis sa fondation en 1948, et peut-être auparavant, il y eut des tendances à l'intérieur du monde étudiant, et, à l'extérieur, des forces puissantes (y compris des partis politiques, des institutions privées et des gouvernements) qui ne souhaitaient pas le succès de la nouvelle organisation[10] ; dès avant la fin de la guerre en Europe, certains dirigeants d'Unions Nationales étaient opposés à l'idée de perpétuer dans le monde étudiant d'après-guerre l'esprit de collaboration des alliances du temps de guerre, au prix desquelles avaient été obtenues la victoire sur le fascisme et la perspective de la paix. Pour eux, en général, la question n'était pas celle d'une domination des Soviétiques, mais celle de leur participation.

Certains, pour diverses raisons, se trouveraient opposés à une organisation étudiante qui prendrait position en faveur du désir d'indépendance nationale des étudiants des pays coloniaux - en dépit du fait que le droit d'auto-détermination était déjà inscrit dans la Charte des Nations-Unies, et qu'on pouvait prévoir que les représentants étudiants de ces pays aspireraient à un débat international sur cette revendication d'indépendance inscrite en tête de leur programme. Dans certaines Unions Nationales, y compris celles qui étaient membres fondateurs de l'U.I.E., des minorités s'exprimaient pour demander la réactivation de la C.I.E. d'avant-guerre, ou la création d'une organisation rivale de l'U.I.E. ; cette opposition se faisait entendre aussi dans certaines organisations confessionnelles internationales[11]. Il existait donc des tendances à la division du mouvement étudiant ; mais assurément, en 1945-46 et même plus tard, c'étaient des minorités impuissantes.

Si avant 1948 leurs chances de succès restèrent négligeables, cela était dû, j'en suis sûr, à l'extraordinaire volonté d'unité et de coopération présente dans quantité d'Unions Nationales, reflétant la vague générale d'optimisme et d'espoir du lendemain de guerre. C'était aussi - car je me souviens d'avoir assisté avec surprise et fierté à des réunions d'autres organisations internationales - parce que personne n'aurait osé, à l'époque, faire obstacle à l'essor impétueux de l'organisation naissante et à son caractère représentatif à l'échelle mondiale : compte tenu de cette puissance, et par crainte de son autorité grandissante, on préférait, plus prudemment, tolérer l'U.I.E. En raison de sa stature dans le monde étudiant, l'U.I.E. occupa très tôt une

[9] J'ai raconté ailleurs comment, au début, les dirigeants soviétiques s'opposèrent à la fondation de l'U.I.E., rappelé le non-paiement des cotisations dues par l'U.R.S.S. et sa non-participation à maintes activités de l'organisation (*L'U.I.E. : entre deux mondes*).

[10] Je crois que cette opposition s'était exprimée lors de discussions à Londres pendant la guerre, mais je ne le sais que par ouï-dire, n'y ayant pas été mêlé avant le Congrès de Prague en 1945.

[11] Exception notable : la Fédération mondiale des étudiants chrétiens (World Student Christian Federation), qui fournit à l'U.I.E. deux de ses premiers vice-présidents.

place parmi les organisations non-gouvernementales liées aux Nations-Unies et à leurs agences, son Président fut depuis cette époque une personnalité respectée à l'UNESCO[12], et son secrétaire Général participait aux délibérations de l'UNRRA, l'agence de l'O.N.U. en charge de l'aide matérielle au relèvement et à la reconstruction d'après-guerre.

Cela étant, il était inévitable que la politique de l'U.I.E. et ses activités quotidiennes fussent très soigneusement passés au crible par certains, comptant sur son échec ou plutôt le souhaitant et cherchant à justifier leur antipathie initiale : il y avait, depuis le début, des voix hostiles, qui se renforçaient incommensurablement à chaque erreur commise.

Dans les affaires humaines, qu'elles soient privées ou publiques, les motifs de rupture sont rarement imputables à une seule des parties. Parmi ceux qui finirent par se_retirer de l'U.I.E., ce retrait fut, pour certains, la réalisation d'un rêve, alors que beaucoup_d'autres (ce fut très souvent le cas) montrèrent une grande répugnance à rompre et déployèrent les plus grands efforts pour ajourner cette décision inévitable (ce fut en particulier le cas des représentants de l'UNEF). Leur départ, avec regret plutôt qu'avec colère, fut une tragédie de la déception face à certaines positions prises par l'U.I.E.

Etant données les circonstances de la guerre froide, il est plus que probable que tôt ou tard, avec la pression et la désinformation croissantes de part et d'autre, une organisation comme l'U.I.E. était hors d'état d'empêcher une dislocation finale. Cependant, sans nier l'effet de décisions franchement mauvaises des dirigeants de l'U.I.E. et la réalité de la pression soviétique croissante, il est intéressant de noter qu'un des principaux bâtisseurs de l'organisation étudiante rivale, Olaf Palme, quand plus tard il fut devenu Premier ministre de Suède, déclara en différentes occasions, à Josef Grohman et à mon successeur Giovanni Berlinguer : « Tout de même, vous aviez plus raison que nous ». Je pense que le point de vue de Palme aurait modifié la présentation unilatérale et anhistorique que Joël Kotek donne de l'ascension et de la chute de l'U.I.E.

"Unor [février] 1948", Prague

Dans son livre : *Students and the cold war* (version anglaise) : « les 5 crises majeures », le récit de la première crise commence p. 131. Cette semaine a marqué la première - et, pour moi, la plus triste et la plus grave - des grandes secousses à l'intérieur de l'U.I.E. : la plus triste et la plus grave, en raison des conséquences de ces événements sur quatre décennies de l'histoire tchèque et slovaque, avec leurs effets tragiques sur quantité de destins individuels, y compris ceux d'amis personnels.

Pour m'en tenir à l'exposé de Kotek, c'est la « crise » pour laquelle sa version de l'histoire de l'U.I.E. me paraît la plus acceptable[13]. Parmi les autres survivants de ces journées avec qui je suis en relation, je sais que tous partagent mon profond regret de ne pas avoir réagi fermement et en conformité avec des principes communs. En bien des occasions depuis 1948 je me suis surpris à réfléchir à ce qui s'est passé et à *ce qui aurait pu être*. En tout cas, cette appréciation diffère de celle que j'avais à l'époque, et résulte de l'avantage que donnent une vue rétrospective des choses et la disposition d'informations que ni moi, ni, je pense, les autres ne possédaient alors.

Mon intention est de montrer en quoi, pour ceux qui étaient sur place, le cours des événements ne fut pas ce que décrit Joel Kotek ; et que les changements que ces journées introduisirent dans la vie nationale de la République tchécoslovaque intervinrent de telle façon qu'ils permettaient sur le moment un véritable doute et une confusion dans l'interprétation que nous en faisions.

Pour me remémorer les événements de cette semaine, j'ai été grandement aidé par ce qu'a recueilli de son côté (y compris certains détails que je n'étais pas en situation de connaître) Jarmila Maršalkova[14]. [Elle a lu

[12] Il est à noter que, bien des années plus tard, juste avant son emprisonnement, Josef Grohman, le premier Président de l'U.I.E., fut élu vice-président de l'UNESCO, non pas désigné par le gouvernement tchèque, mais choisi par les membres du Conseil de l'UNESCO (seul cas, dans l'histoire de l'UNESCO, d'élection sans concurrent). Ce fait a pu contribuer à sa condamnation à 13 ans ½ de prison dès son retour de Paris.

[13] J'ai relaté ailleurs la lutte à l'intérieur du secrétariat pour maintenir l'affiliation de l'organisation étudiante yougoslave : la version que Kotek donne de notre attitude et de nos actes est tout à fait injuste et inexacte.

[14] Jarmila Maršalkova travailla d'abord dans le comité étudiant tchécoslovaque chargé d'organiser le Congrès de Prague de 1945 qui eut un large retentissement. Lors de la préparation du congrès constitutif de l'U.I.E., en 1946, elle fut membre du Comité Préparatoire International et lui apporta une aide technique. Pendant mes années de présence à l'U.I.E., elle conserva – élue par le Conseil – le rôle de Secrétaire à l'organisation (sans voix délibérative), responsable de l'organisation et des aspects techniques de toutes les réunions

et confirmé tout ce qui s'accorde dans nos souvenirs ; là où ses notes me permettent de compléter certains points de mon exposé, j'ai indiqué : voir les addenda, J.M. 1, 2 etc.]

Dans les premiers jours de février 1948, les ministres des partis du centre et de droite annoncèrent au Président Beneš leur démission du gouvernement d'unité nationale qui était en fonction depuis les lendemains de la Libération. A la suite de plusieurs jours de débats confus (pendant lesquels on ne savait s'ils étaient disposés à négocier les conditions d'un retour au gouvernement), les rènes du gouvernements furent reprises par une alliance des partis communiste et social-démocrate avec le nouveau parti chrétien-populaire, le parti socialiste tchécoslovaque, le parti démocrate slovaque et le parti slovaque du Renouveau : nouvelle image d'un gouvernement représentatif de divers courants d'opinion, comme le précédent[15].

Quand ces événements se produisirent, je me trouvais, par exception, tout à fait seul dans les bureaux, privé de la possibilité de discuter avec les autres membres élus de l'exécutif de l'U.I.E., mes compagnons de travail quotidiens depuis le premier jour de 1947. Mon ami le plus proche, le Président de l'U.I.E. Joža Grohman, devait rentrer d'une conférence en Inde, mais sans date précise[16] Le vice-président américain Bill Ellis, qui travaillait lui aussi au Secrétariat depuis 1947, était alors dans un sanatorium en Suisse. Pendant ces journées, prenant le tramway pour aller travailler, je sentais dans la ville une agitation inhabituelle. J'avais comme informations les récits d'amis pragois, le *New-York Herald Tribune* (qui arrivait de Vienne avec une journée de retard), et les communiqués de l'Associated Press et de l'United Press qui parvenaient au bureau de presse de l'U.I.E., également de Vienne.

Sensible à tout événement susceptible d'affecter le choix du siège de l'U.I.E. ou de compromettre son indépendance, je n'avais, au début, personne avec qui m'entretenir de l'évolution de la situation ; aussi ma réaction en apprenant la démission des ministres et la formation d'un nouveau gouvernement[17] fut-elle une totale consternation : tout changement susceptible de retentir sur l'U.I.E. était, à mes yeux, tout à fait fâcheux[18].

Là dessus, un jour ou deux plus tard, Grohman fut de retour. Le point de vue qu'il exposa devant le bureau et ses auxiliaires était que certaines des personnalités démissionnaires avaient un passé compromettant de collaboration pendant la guerre[19] [voir J.M. 3]. Comme il nous le rappela, le parti communiste et le parti social-démocrate avaient nettement gagné les élections et détenaient la majorité des sièges au Parlement, à la suite d'une campagne électorale libre et d'un scrutin démocratique. Nous en étions tous informés[20]. Avec

(Secrétariat, Exécutif, Conseil et Congrès), fonctions dont elle s'acquitta à la perfection.

[15] Mes lectures ultérieures m'ont donné à penser que la prise en main du pouvoir effectif par les partis de gauche, quoique appuyée sur une majorité parlementaire librement élue était l'effet d'une machination. En conséquence, je pense que cette prise du pouvoir n'était pas démocratique. Cependant, à l'époque et pour les raisons que j'ai dites, la situation apparaissait plus complexe [voir J.M. 1 & 2]. En tout cas, dans les Etats à parti unique des années suivantes, y compris l'U.R.S.S. elle-même, il n'y avait pas de succès électoraux comparables.

[16] Kotek (p. 133) me situe aussi en Inde. En fait, je suis allé en Inde pour la première fois en novembre 1994, pour participer à une conférence sur l'organisation et la fourniture de soins médicaux.

[17] J. M. me rappelle que le nouveau gouvernement (voir sa composition ci-dessus) n'était pas exclusivement orienté à gauche, et comprenait des représentants d'autres tendances. Malheureusement, me dit-elle, ceux-ci se montrèrent malléables et n'eurent en fait aucune influence significative sur les développements futurs en Tchécoslovaquie.

[18] A l'époque, nous travaillions dans trois pièces malcommodes que nous partagions avec le siège de l'U.N. tchécoslovaque (S.Č.S.), rue Jan-Opletal, prenant nos repas au R.U. situé en dessous, et dans les meilleurs termes avec nombre de ceux qui travaillaient dans les bureaux voisins. Je pense qu'ils furent, ainsi que nos collaborateurs tchèques, aussi surpris que nous de la tournure prise par les événements. Bien que ce qu'on a pu lire par la suite indique que l'événement avait été soigneusement orchestré dans les semaines précédentes, pour moi (et, je pense, pour les autres), pour autant que nous étions concernés, les démissions et l'escamotage du pouvoir parurent tomber du ciel. L'impression fut celle d'une surprise complète ; notre expérience ne nous avait pas préparés à rencontrer un changement politique aussi inattendu. A coup sûr, la composition des gouvernements des pays membres ne paraissait pas devoir entrer dans nos préoccupations.

[19] Dans un souci d'exactitude historique, je dois dire que cette vision des choses ne doit pas être écartée comme relevant de la propagande communiste de l'époque. En Europe centrale, une telle collaboration, pendant la période fasciste, a caractérisé certains groupements religieux et agrariens, particulièrement en Slovaquie. Après la guerre, la situation du pays (pour autant que nous, étrangers en résidence, pouvions la connaître) était caractérisée à la fois par un effort populaire de reconstruction plein d'enthousiasme, et, à l'opposé, par des violences urbaines sporadiques, du marché noir et du trafic de devises. Quelques-unes des divisions qui affectaient la société remontaient à la collaboration de certains en temps de guerre, ou manifestaient la corruption permanente de certains autres.

[20] Il n'est pas inutile de signaler que dans la République tchécoslovaque, à la différence d'autres pays d'Europe orientale, le parti communiste et le parti social-démocrate pouvaient se flatter d'une sorte de tradition nationale, au lieu d'être simplement nés de la Résistance ou même imposés par l'U.R.S.S.. Sous plusieurs des dictatures d'avant-guerre dans le pays d'Europe centrale et orientale ainsi que des Balkans, les partis communistes, socialistes ou ouvriers avaient été si strictement interdits que leur force électorale était difficile à évaluer. Dans la République tchécoslovaque au contraire (et en Bohême et Moravie plus qu'en Slovaquie), la démocratie libérale des années 20 et 30, jusqu'à la trahison de Munich, a témoigné de l'existence d'une classe ouvrière grandissante et d'un soutien intellectuel à des partis de gauche antifasciste. Par exemple, la région minière de Kladno était fière de son surnom de

d'autres partis, ils allaient former un nouveau gouvernement d'unité nationale, auquel participerait Jan Masaryk.

Notre ami social-démocrate, le plaisantin Jiri Hájek[21], approuvait lui aussi le changement et prédisait que sous le nouveau gouvernement la Tchécoslovaquie resterait une démocratie. Jiri, grand railleur, restait toujours le dernier sceptique en politique : si quelqu'un devait trouver à critiquer, c'était lui. Chaque fois qu'il arrivait quelque chose de particulièrement remarquable dans la vie publique (comme, plus tard dans la même année 1948, son apparition, en qualité de Recteur de l'Université Charles, dans un costume médiéval à chaperon de fourrure, prestation qu'il qualifia lui-même dans un chuchotement en passant près de nous au cours du défilé : "encore une couillonnade !") lui (et Joža) en parlait comme de « divy statecnosti », ce qu'on peut traduire facétieusement par « prodiges de valeur ». Nous avions confiance en eux deux pour séparer le vrai du faux ; et pour limitée que fût leur compréhension des événements (comme le déroulement ultérieur de l'histoire d'Europe centrale et orientale l'a malheureusement montré), je suis fermement convaincu de l'honnêteté de l'appréciation qu'ils nous donnaient alors.

Comme si les assurances de Grohman et Hájek n'avaient pas suffi, le populaire Jan Masaryk, fils de Thomas le fondateur de la République tchèque au lendemain de la 1ère guerre mondiale, se proposait de continuer à servir dans le nouveau gouvernement, comme secrétaire aux Affaires étrangères et représentant aux Nations Unies.

Grâce à l'intervention de son secrétaire, Jan Masaryk, qui juste à ce moment-là revenait de la session des Nations Unies à New-York, prit un moment, dans son emploi du temps très sollicité, pour s'entretenir avec nous [voir J.M. 4]. Depuis le début il avait été l'ami et le mentor des affaires étudiantes, d'abord avec l'U.N. tchécoslovaque, puis, depuis 1945, avec l'U.I.E. en formation. Les rencontres avec Jan Masaryk étaient toujours gaies. Cette fois en particulier, il nous raconta en riant comment, à la question « Race ? » du questionnaire américain d'immigration, il avait répondu : « humaine ». En réponse à nos questions plus sérieuses et anxieuses, il insista spécialement sur le fait que l'U.I.E. ne devait pas penser à changer de siège, et que nous pouvions compter sur le nouveau gouvernement pour tenir les promesses de l'ancien. Il avait l'intention de continuer à être dans le gouvernement un lien avec l'époque de son père et de la Ière République[22].

La manifestation étudiante au Hradschin

La même semaine, une manifestation d'étudiants venus protester contre le changement politique avait été dispersée par la police, sur la colline du Château. Il est devenu clair pour moi depuis longtemps que cette protestation aurait dû être autorisée à se dérouler pacifiquement, et que l'U.I.E. aurait dû défendre le droit des étudiants à manifester. Pour cette raison, c'est celle des « crises » où je suis le plus sûr que, quelles qu'aient été nos sources d'information, nous n'avons pas commis un simple «malentendu», mais que notre jugement d'ensemble était faux [voir J.M. 5].

Comme je le sais fort bien (et comme il est relaté dans le livre de Kotek), la réaction à ces événements du Vice-Président américain Bill Ellis, en Suisse, fut la colère et la déception, qui inspirèrent sa démission. Très peu de temps après, à l'occasion d'une réunion de l'Entr'aide Universitaire Internationale à Genève, nous pûmes lui rendre visite dans le sanatorium de montagne où il avait été transféré après un séjour au sanatorium de l'U.I.E. à Třebetov. Là, je le priai personnellement, au lieu de démissionner, de conserver sa place dans l'organisation et de faire connaître sa protestation à l'intérieur de celle-ci. Aujourd'hui encore je

« Kradno la Rouge ». La période de la Résistance et les efforts déployés pour la reconstruction ont sans aucun doute renforcé cette reconnaissance de légitimité.

[21] Hájek, un ami de toute la vie, devint ensuite ambassadeur à Londres ; pendant le « printemps de Prague », il fut le ministre des Affaires étrangères de Dubček, et, à ce titre, protesta aux Nations Unies contre l'invasion par l'U.R.S.S. et les pays du Pacte de Varsovie en 1968. Plus tard, il fut, avec Václav Havel et d'autres, l'un des fondateurs de la Charte 77.

[22] Une semaine plus tard il se donnait la mort. Au siège de l'U.N. tchécoslovaque, rue Jan-Opletal, nous nous joignîmes aux étudiants de Prague pour suivre le cortège de notre ami depuis le fleuve jusqu'au palais sur la colline, et jusqu'à sa tombe : triste et émouvant adieu, les berges et les ponts pleins d'une foule silencieuse et éplorée. Depuis la « révolution de velours », de nouvelles enquêtes sur la mort de Jan Masaryk ont exclu l'idée qu'il ait été victime de la police. Sans aucun doute, il s'est trouvé pris dans une contradiction : il était au dessus de ses forces de passer, aux yeux de ses amis de l'Ouest, pour avoir trahi ses principes libéraux [voir J.M. 4].

crois que ç'aurait été la meilleure attitude, et qu'elle aurait très bien pu prolonger l'existence de l'U.I.E.[23].

Quant au départ de Jim Smith, premier président de la nouvelle U.N. américaine (U.S.N.S.A.), qui était alors le remplaçant de Bill Ellis, il n'a pas du tout eu lieu comme le raconte Kotek. J'aimerais que Jim soit encore là pour confirmer ce qui suit. La raison de son retour aux Etats-Unis est qu'il avait reçu une invitation du Président du syndicat américain de la métallurgie (United Steelworkers of America) à prendre une responsabilité au siège de ce syndicat - où, de fait, il passa toute sa vie professionnelle[24] Jim me donna la lettre à lire [voir J.M. 6].

Nous avions entretenu jusqu'à ce jour, lui et moi, une amitié particulièrement vive en même temps qu'un mutuel respect, partageant les mêmes buts pour l'organisation. Comme représentant élu des étudiants américains, son rôle et son influence étaient vitaux, à mon avis, pour l'unité mondiale la plus large. A ce moment, en connaissance de son intention de partir et de la lettre du syndicat, nous discutâmes fiévreusement pendant plusieurs jours. Comme avec Bill, je le pressai de rester et de faire connaître en détail toutes ses divergences avec l'organisation. Ayant présidé le sous-comité de la constitution de l'U.I.E. au Congrès préparatoire international, j'étais absolument convaincu que le forum démocratique que nous avions mis en place pouvait à la fois tolérer de telles divergences et en tirer profit.

Je ne contestai pas ses critiques sur ce qui s'était passé. J'exprimai le souci personnel (et légitime) que dans la fonction de Secrétaire général j'allais me trouver de plus en plus isolé, et que, avec une présence occidentale affaiblie, l'U.I.E. serait moins capable d'atteindre les buts que nous désirions tous deux. Son départ, dis-je, serait une trahison de ces buts. Quel que fût l'attrait de l'offre reçue du syndicat, il allait tout simplement rendre l'U.I.E. moins crédible, particulièrement en Europe occidentale et aux Etats-Unis. A ma demande de repousser son départ de quelques mois, c'est-à-dire jusqu'au prochain conseil représentatif de l'U.I.E., il lui fut impossible de satisfaire. En pratique, ma colère provoqua une complète rupture entre nous, réparée seulement lors de notre rencontre à Prague au printemps 1990, et suivie de la reprise de notre ancienne amitié jusqu'à sa mort inopinée à 71 ans (d'une tumeur au cerveau) le 14 août 1995. De son départ de Prague jusqu'à sa mort, Jim Smith était resté un ami de Joža Grohman et Jarmila Maršalková. Bien que je sois sûr qu'ils aient regretté son départ et l'interprétation qui en fut donnée, leur réaction à son désir de se mettre au service du syndicat avait été plus chaude et compréhensive que la mienne.

Pendant ce temps, dans le monde pragois en dehors du bureau, si nous étions quelque peu à l'écart du cours des événements politiques[25],nous n'étions pas du tout privés de contacts avec les étudiants au Collège Roosevelt, la résidence universitaire où nous habitions (Terronská 6).

Chaque soir de cette semaine, dans la rue devant ce simple hall d'hôtel, un large groupe d'étudiants se rassemblait pour attendre le retour du groupe de l'U.I.E. depuis l'arrêt du tram. Nous avions ensemble des rapports familiers, partageant depuis plus d'un an les douches et les petites cuisines communes. Notre groupe avait précédemment compris Bill Ellis (désormais absent), et cette semaine-là il consistait en des membres étudiants des Bureaux colonial et médical, les rédacteurs anglais et russe de *World Students News* [Etudiants du Monde], mon co-thurne le rédacteur français[26], un secrétaire envoyé par l'U.N. anglaise, un jeune couple australien, et moi. Dans la rue devant le foyer nous fûmes abordés par une centaine d'étudiants qui nous attendaient pour confronter leurs positions et nos réponses. Bien évidemment, nous n'étions pas en mesure de faire des déclarations officielles au sujet d'événements sur lesquels l'organisation n'avait pas arrêté sa position ; nous pouvions seulement partager leurs préoccupations, exprimer les nôtres, leur faire connaître l'intervention que nous prévoyions, et, plus tard, son résultat. En de semblables occasions, nous leur disions le peu que nous savions, tout en leur exprimant notre accord quand nous pensions que les choses s'étaient mal passées et notre espoir qu'elles seraient rectifiées. Nous étions d'avis, comme eux, que l'action

[23] L'idée dominante à cette époque, et assurément la mienne, était que toutes les voix étudiantes devaient s »exprimer à l'intérieur de l'U.I.E. Plus tard, comme on a vu, les protestataires allaient se retirer avec consternation, ou être expulsés au profit d'un étroit et navrant conformisme.

[24] Jim était invité à retourner au siège de l'organisation comme coordinateur et gestionnaire, puis président de secteur ; plus tard, représentant au niveau international et assistant du Président. Une fois en retraite, il fonda une organisation ayant pour objet la création d'entreprises en cogestion (cadres et ouvriers) et parcourut l'Europe de l'Est pour encourager ce genre d'initiatives dans les organes directeurs des économies défaillantes de l'ancien bloc soviétique. Sa création, le « Worker Ownership Institute, lui a survécu.

[25] Mes abondantes lectures, depuis lors, de textes d'histoire, souvenirs et romans, m'ont fixé sur ce point.

[26] Il n'est pas inutile de signaler qu'ailleurs Kotek nous décrit comme une bureaucratie aisée (et abondante) au train de vie luxueux – alors que nous tous (excepté, plus tard, des représentants soviétiques) avions choisi de partager les conditions de vie matérielle et financière des étudiants pragois. Notre logement commun au Collège, à Pierre et à moi, était une petite pièce plutôt miteuse, avec deux lits étroits, deux chaises et un rayonnage à livres. Heureusement, nous avions accès aux repas subventionnés de la cafétéria étudiante, et Pierre savait faire des beignets. De l'autre côté de la rue étaient les boutiques où, avec des tickets, nous touchions nos rations de beurre, oeufs, viande et pain. En 1999, quand je retournai à Prague, notre logement gardait à peu près la même apparence, sinon même en plus délabré.

de la police n'aurait pas dû avoir lieu. En semblables occasions, j'étais en général le principal porte-parole, encore que maintes discussions eussent lieu dans de plus petits groupes et dans les couloirs du Collège.

Quand la manifestation fut réitérée au Hradschin, un certain nombre d'étudiants furent arrêtés (je ne connais pas le chiffre exact - Kotek le sait peut-être - je crois que c'étaient environ deux douzaines). La décision d'aller les voir était la réaction logique, naturelle, et la seule possible envers des membres de l'U.I.E. Dans le récit de Kotek, cette décision est présentée comme une concession accordée de mauvaise grâce à Jim Smith. Je suis bien sûr que Jim n'a jamais dit cela ; peut-être seulement a-t-il été le premier à faire cette proposition. [A l'appui de son idée que l'U.I.E. était destinée par nos prédécesseurs, avant même sa fondation, à être un instrument de la politique soviétique, Kotek présente chaque action de représentants de l'U.I.E. de façon à conforter sa thèse].

Pour Grohman, cette visite aux étudiants arrêtés était un retour traumatisant à la prison de Pankrác où lui-même, lycéen, avait été incarcéré en 1940 pour activités antifascistes, avant d'être jugé et condamné à Dresde en 1942.

Il y avait eu des heurts avec la police, et certains des étudiants arrêtés portaient des éraflures. Un peu plus tard le même jour, Joža alla voir le ministre compétent et revint pour annoncer que tous seraient relâché le lendemain matin, sans aucune suite judiciaire. Pour les étudiants du Collège, à qui nous fûmes en mesure d'annoncer ce soir-là la relaxe de leurs camarades, ce fut un soulagement compréhensible.

Je fus moi aussi apaisé par cette conclusion, en voyant que j'avais en Grohman un ami et l'U.I.E. un président capable de mener à bonne fin un aussi lamentable incident. A la lumière de cette conclusion, à l'époque, cet épisode n'apparaissait pas évidemment comme une atteinte systématique aux droits des étudiants. Il était certain que quelque chose s'était passé déplorablement mal ; cependant il devait y avoir eu, sans aucun doute, une protestation effective.

Il est devenu clair pour moi, depuis des années, que j'avais pris à cœur beaucoup trop étroitement la préservation de l'acquis des efforts collectifs des précédentes années pour être aussi objectif que j'aurais dû l'être, et que mes sources d'information, pour honnêtes qu'elles fussent, n'étaient, en fait, pas fiables.

Cependant, prises ensemble, l'explication que des amis dignes de confiance m'avaient donnée des circonstances politiques de la démission du gouvernement, la conversation avec Masaryk et ses propos encourageants, et l'heureux dénouement des événements du Château furent la matière des explications que je donnai plus tard, à Londres, à Ralph Blumenau et d'autres membres de l'U.N. britannique. A l'époque, du mieux de ce que je pouvais savoir, j'avais présenté un tableau des événements tels que je les avais observés de bonne foi : non pas fabriqué dans un but politique, mais dont j'étais sincèrement convaincu - quoique à tort[27].

Au sujet de cette protestation des étudiants de Prague, Kotek (p. 133 [de l'édition anglaise]) fait état de graves blessures et de condamnations, y compris de « possibles » condamnations à mort. Assurément, je n'ai eu, ni n'ai, jusqu'à ce jour, connaissance ni des unes ni des autres. Quand j'ai lu cela pour la première fois dans son livre, j'en ai été si ému que je me suis senti obligé d'enquêter sur ce point. Depuis lors, je me suis attaché à interroger très instamment des amis à Prague, y compris certains dont l'opposition morale et philosophique à l'ordre de choses communiste remontait loin : en particulier une survivante du ghetto de Terezín qui fut chassée de sa chaire de l'Université Charles après 1968[28]. C'était, parmi mes amis, la personne la plus constamment âpre à juger les attitudes et compromissions de cette époque ; ni d'elle, ni d'aucun autre je n'ai pu tirer aucun vague souvenir, aucun témoignage hésitant sur de tels mauvais traitements ou condamnations. Dans cette semaine riche en événements et celles qui suivirent, nos nombreuses sources étudiantes d'informations autour du Collège Roosevelt n'ont jamais signalé à aucun de nous qu'il y ait eu de graves mauvais traitements ou des condamnations à mort. Dans telle occasion où furent discutés avec moi plus ouvertement que d'habitude leurs plans pour passer la frontière - et ces discussions continuèrent jusqu'à mon départ de Prague - je suis persuadé qu'ils m'auraient mis au courant à ce sujet, fût-ce de rumeurs vagues non suivies d'effet. [voir J.M. 7] ; en outre, les archives ouvertes après 1989 l'auraient révélé.

Des enquêtes parallèles sur le sort ultérieur de ceux qui participèrent à ces manifestations m'ont appris que certains, plus tard, se rallièrent (peut-être par opportunisme) aux partis contre lesquels ils avaient manifesté,

[27] Une conclusion erronée tirée de ce genre de discussions était que si nous, à notre bureau, pouvions être ouvertement sceptiques dans notre attitude et critiques envers des personnages publics, nos amis pouvaient être aussi francs, comme si tous jouissaient du même privilège. Ce n'était manifestement pas le cas.

[28] Le docteur Květa Mejdřická vient juste de mourir.

tandis que d'autres, qui restaient dans l'opposition, prirent tôt ou tard le chemin de l'exil[29]. Quoique je sois resté à Prague dans la même résidence universitaire pendant deux ans encore, jamais je n'ai vu de cas d'étudiant perdant sa place ou expulsé de là. Tous nous avions des amis qui passaient à l'Ouest, et qui en plusieurs occasions nous avaient confié leur projet. En général, confiant dans le mythe de la démocratie tchécoslovaque, quand ils me confiaient leur intention de s'enfuir au risque d'un clash à la frontière, je leurs conseillais de rester, de voir venir et de s'employer à changer les choses. Certains partirent d'une façon ou d'une autre, avec, dans un cas que je connais, l'aide d'un Tchéco-américain membre du secrétariat (L.H.). Un autre (Z.M.) était le comptable de notre bureau, assistant du trésorier (élu) de l'U.I.E., autre bon camarade de cette époque [voir J.M. 8].

Ainsi, quand plus tard j'exposai à l'U.N. britannique et en particulier à Ralph Blumenau (Kotek p. 136) mon sentiment qu'il y avait eu quelques planches pourries au gouvernement, que les deux partis de gauche jouissaient d'une majorité démocratiquement élue et qu'ils gouverneraient avec d'autres formations politiques, que tous les étudiants avaient été libérés sans sanction, je disais exactement ce que je croyais vrai à cette époque, et en pensant que j'avais de bonnes raisons de le croire. En dépit de la mort de Jan Masaryk, je continuais de regarder la République tchécoslovaque comme une démocratie. Autour de moi, sans aucun doute, tous mes amis (et les étudiants du Collège) se sentaient manifestement libres d'exprimer ouvertement leurs opinions, souvent critiques - liberté qui à mes yeux justifiait le sentiment que le droit à l'opposition serait préservé. Contrairement à une évolution de la réalité politique que j'ignorais, aussi longtemps que j'habitai Prague je considérai le pays, avec sa tradition démocratique, comme étant potentiellement un pont entre les blocs, et donc un endroit bien chois pour rester le siège de l'U.I.E. D'ailleurs, le mot de « pont » avait été prononcé à la fois par Jan Masaryk et par le Président Edouard Beneš au cours de nos discussions avec eux. Cette idée figure dans mes notes prises à cette époque.

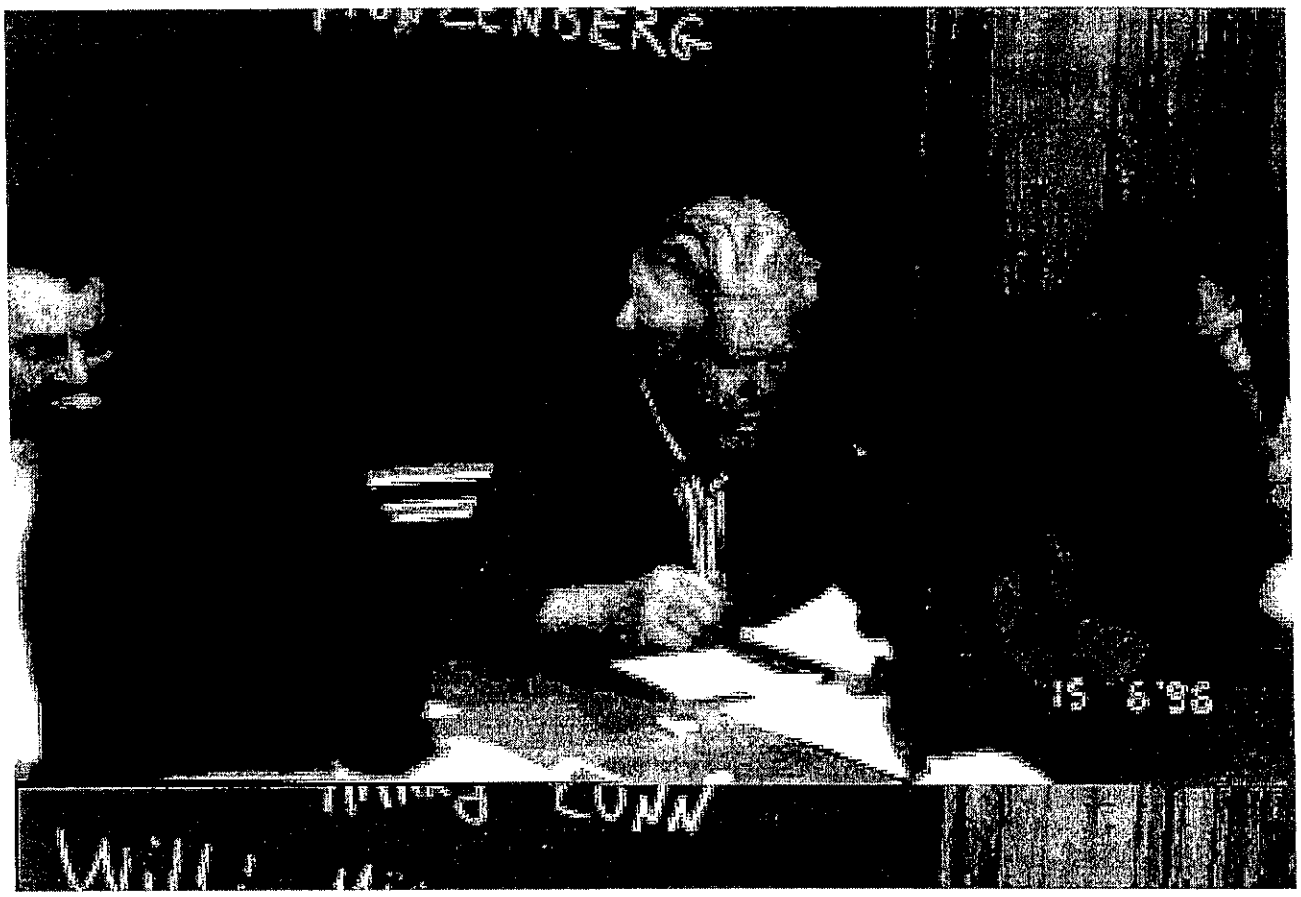
Après des années (et avec une certitude et un regret croissants entre 1951 et 1956), j'ai bien dû arriver à la conclusion que je m'étais trompé. Néanmoins, je me peux m'empêcher de me demander, au cas où Bill Rust ou Ralph Blumenau (et même certains de mes amis parmi les Anciens de l'UNEF) auraient été à ma place à Prague, ils n'auraient pas abouti - à partir de cette mémorable semaine, des discussions avec Joža et avec le ministre des Affaires étrangères Masaryk, à partir de ces conversations dans la rue avec les étudiants et de la perspective d'une issue raisonnable - en gros aux mêmes conclusions que moi. Je me demandais également alors, et je me demande encore, si Bill Ellis, au cas où il ne se serait pas trouvé isolé à Leysing et où, au contraire, il aurait partagé notre expérience au cours de cette semaine et reçu sur place les mêmes explications, n'aurait pas accepté de rester pour critiquer de l'intérieur, en cherchant à l'intérieur de l'organisation des appuis pour quelque position qu'il aurait choisi d'adopter.

Quant à l'effet des événements sur l'appartenance à l'U.I.E., je persiste à croire que mon plaidoyer passionné à l'adresse de Bill Ellis et Jim Smith leur présentait, à l'époque, la manière d'agir la plus intéressante et la plus logique : je veux dire, faire connaître de l'intérieur leur inquiétude et exprimer leurs désaccords [voir J.M. 9]. [A remarquer que c'était dans les années où des dirigeants de l'UNEF et certains membres de l'U.N. britannique parlaient d'«engagement positif »]. Si la position de Bill était moralement fondée, elle était en même temps, à mon avis, politiquement inepte. Si l'on avait pris le chemin pour lequel je plaidais, les choses auraient pu évoluer différemment. Au Conseil représentatif qui suivit, cela aurait fait une différence considérable si, à l'appui de la position adoptée par le vice-président américain, des représentants de l'UNEF et de la BNUS et presque certainement d'autres (par exemple des U.N. scandinaves) avaient entrepris une action collective jusqu'à l'adoption d'une charte des droits civils clairement explicitée et acceptable.

Un obstacle qu'on rencontre est souvent une occasion. Alors, à les envisager rétrospectivement, les événements de février 1948 auraient pu être décisifs pour une meilleure orientation de l'U.I.E.

La position que nous adoptâmes était mauvaise, fondée, comme je le vois, sur une information inadéquate et inexacte. Le fait que cet épisode n'ait pas porté un coup décisif aux projets de l'U.I.E. en dit long sur le désir universel d'unité étudiante à cette époque [voir J.M. 10]. Une occasion tristement manquée.

[29] Quant aux affirmations de Kotek sur l'épuration de l'U.N. tchèque par Pelikan, aussi longtemps que je fus sur place, s'il put y avoir de la part du ministère de l'Education et des écoles des mesures pour faciliter à des enfants d'origine ouvrière l'accès à l'enseignement supérieur (ce qu'aux Etats-Unis on appelle une « affirmative action » pratiquée, par exemple, à l'entrée de la Faculté de Médecine où j'enseigne), il n'y eut pas jusque là, à ma connaissance, de tentative d'en écarter ceux d'origine bourgeoise. Certes, parmi mes camarades du Collège à l'époque, peu provenaient de familles ouvrières ou paysannes, et beaucoup devaient être issus de la classe moyenne, ce qui était le cas de la plupart de nos amis et de ceux que nous côtoyions au bureau.



Jiri Pelikan, au milieu, entouré d'Alain Monchablon (à gauche) et de Didier Fischer (à droite) lors des II° rencontres du GERME, « regards sur les internationales étudiantes » le 15 juin 1996 à la Sorbonne (Photo : J.P. Delbègue)

Addenda

Jarmila Maršalková me rappelle un vieux proverbe tchèque selon lequel il ne faut pas juger le passé « avec les yeux d'aujourd'hui ». Si nous mettions entre parenthèses le savoir et l'expérience que nous possédons maintenant, pourrions-nous nous comporter d'une autre façon qu'autrefois ? Question raisonnable !

JM. 1 - Le remplacement du gouvernement était légalement conforme à la Constitution, en ce que le président Beneš accepta d'abord la démission d'un groupe de ministres et ensuite l'installation de leurs successeurs. Cependant, en termes de légitimité démocratique, la crise évolua sous la pression de meetings publics orchestrés (dans la vieille ville et sur la place Venceslas) et de marches organisées par les ouvriers d'usines. Prévoyant l'éventualité de heurts sanglants, qu'il voulait éviter, Beneš accepta le changement. Même parmi les historiens d'aujourd'hui il y a un doute pour savoir si le remplacement du gouvernement était démocratique ou non. Sa conclusion mérite d'être citée : « L'Histoire nous montre que des événements objectivement conformes à la loi ne sont pas forcément, pour autant, conformes à « l'esprit » de la loi et de la démocratie ».

J.M. 2 - Comme à Munich en 1938, Beneš n'a pas eu le soutien des démocraties occidentales. Cela était dû à la division du monde en sphères d'influence entérinée par les Alliés à Yalta, Potsdam etc., d'où il résultait que la République tchécoslovaque tombait dans la sphère soviétique.

J.M. 3 - L'explication de l'événement donnée par Joža à son arrivée d'Inde était juste, et tu l'as parfaitement exposée.

J.M. 4 - En se fondant sur son amitié de toute la vie (et qui continue) avec le secrétaire anticommuniste de Masaryk, qui resta auprès de lui jusqu'au jour de sa mort, elle rappelle ce qui suit :

C'est cet ami qui organisait nos rencontres périodiques avec le Ministre ; il avait parlé avec lui quelques heures avant sa mort. A la fois au moment du « printemps de Prague » qui précéda l'invasion de 1968 et de nouveau après 1989, il a parlé dans des réunions publiques et à la télévision pour affirmer que Jan s'est effectivement donné la mort. Jan Masaryk avait été profondément atteint par l'opposition de ses amis de l'Ouest et des anciens compagnons de son père, qui l'accusaient d'avoir trahi les idéaux humanistes du Fondateur ; il entendait néanmoins rester au côté du président Beneš et garantir par sa présence le caractère démocratique du nouveau gouvernement. Son secrétaire a relaté cela dans un livre.

[Masaryk était donc, comme j'en avais émis l'hypothèse, enfermé dans un dilemme, et choisit le suicide pour sortir de l'impasse (T. M.)].

En outre, dans la famille maternelle de Jan, les Garrigues (américains), dépression et suicide n'étaient pas inconnus ; se mère résida en hospice psychiatrique de 1922 à sa mort, et un autre membre de la famille fit une tentative de suicide.

[Il est à noter aussi que Masaryk le père avait écrit un traité sur le suicide - et que, dans le même contexte, Grohman, une fois purgés ses 9 ans de prison (1976-1985), devint le secrétaire de la Société Masaryk (T.M.)].

J.M. 5 - La répression de la manifestation étudiante était antidémocratique, et l'U.I.E. n'a pas protesté assez énergiquement. En revanche, selon notre expérience de l'époque, le nouveau gouvernement était généralement reconnu comme démocratiquement constitué, et, au début, soutenu avec enthousiasme par la population. Il ne faut pas oublier que le parti communiste à lui tout seul avait gagné les élections générales de 1946 avec 51 % des voix, et que jusque-là il n'était pas sous domination soviétique.

[A l'intérieur de la sphère d'influence soviétique, je ne connais aucun autre parti communiste qui à l'époque ou par la suite ait pu se prévaloir d'une telle expression de légitimité électorale (T.M.)].

J. M. 6 - Oui !

J.M. 7 - Quelques-uns furent plus tard exclus des études supérieures, ce qui eut beaucoup de conséquence pour leur avenir. Quelques-uns furent employés par Grohman quand il devint chef des Editions de littérature technique, en 1957 ; à d'autres il trouva des postes dans les années 60, comme vice-ministre de la Culture et de l'Education, et certains purent terminer leurs études à cette époque. Mais la plupart, à l'époque (1948), purent continuer leurs études, quoique connus comme ayant peu de sympathie pour les gouvernements communistes successifs.

J. M. 8 - Une des choses les plus risquées que Joža ait faites après 1948 fut de porter de Prague à Londres les papiers, diplômes universitaires et autres objets personnels d'un des exilés à sa femme anglaise et à son enfant qui l'attendaient. Il avait été l'un des représentants des étudiants tchécoslovaques à Londres pendant la guerre. Rentré dans son pays, il se trouva après 1948 en opposition avec le nouveau gouvernement et émigra une seconde fois.

J. M. 9 - Je suis d'accord pour ce qui concerne Bill et Jim.

J. M. 10 - (résumé) : Je ne pense pas tout à fait que nous avions tort. Aucun de nous ne connaissait les développements qui allaient suivre ; aucun de nous ne soupçonnait que la pression des staliniens deviendrait si forte et ses effets si cruels, avec les procès et les exécutions de 1951-52, Joža étant forcé de démissionner de son poste à l'U.I.E., puis condamné à 13 ans ½ de prison au cours des années 70. Nous étions trop idéalistes, mais c'est le propre de la jeunesse, n'est-ce pas ?

Je ne suis pas sûre que nous nous serions comportés différemment à l'époque, dépourvus du bénéfice des expériences ultérieures, expériences qui eurent sur nos vies une influence profondément négative - leçons payées d'un prix énorme.

Archives

FONDS DU COLLECTIF INTERSYNDICAL UNIVERSITAIRE D'ACTION VIETNAM LAOS CAMBODGE (CAC 20000529)

(Archives nationales, Centre des archives contemporaines, Fontainebleau)

Le Collectif intersyndical universitaire d'action pour la paix au Vietnam n'est pas une association, mais le regroupement et l'émanation de syndicats universitaires de gauche en vue d'actions contre la guerre du Vietnam ; le rôle d'un petit nombre de militants syndicaux fut fondamental dès sa création et permit, par la suite, de faire participer à ses activités beaucoup de syndiqués de base.
En 1965, après la reprise des bombardements américains, plusieurs universitaires américains d'Ann Arbor et Berkeley, et particulièrement Harvey Goldberg, professeur à l'Université Madison, ont contacté Madeleine Rebérioux, lui proposant d'organiser en France un mouvement similaire à celui des Etats-Unis.
Au congrès du Syndicat national de l'enseignement supérieur, début mai 1965, sur la proposition de Madeleine Rebérioux, fut adopté le principe d'une « Journée interuniversitaire contre la guerre du Vietnam ». Des contacts furent aussitôt pris avec les deux organisations les plus proches du SNESup, l'UNEF et le SNCS ; le 21 mai 1965, un meeting était organisé à la Mutualité pour appeler l'Université à la lutte contre la guerre du Vietnam. Le 1er juin 1965, ces trois organisations adressaient à un certain nombre d'universitaires français et étrangers une lettre leur proposant une « Journée internationale universitaire contre la guerre du Vietnam ».

On peut dater la naissance du Collectif du 6 octobre 1965, au cours d'une réunion de préparation d'actions contre la guerre du Vietnam, entre des membres du SNESup, de l'UNEF et du SNCS, à l'initiative de Madeleine Rebérioux. En octobre 1965, un « bulletin » ayant comme titre le titre des bulletins de ces trois organisations est sorti avec, dans l'éditorial, signé par les secrétaires généraux du SNESup, et du SNCS et le président de l'UNEF, un appel à une semaine d'action du 18 au 25 novembre, un article de Jean Chesneaux et Charles Fourniau, « La seconde guerre du Vietnam », un autre de Madeleine Rebérioux, « Le mouvement de protestation chez les universitaires » et enfin un de Pierre Halwachs, « Impressions de Toronto[30] ».
En février 1966, le terme de « Collectif » apparaît formellement dans le premier numéro du *Bulletin d'information publié par le Collectif intersyndical d'action pour la paix au Vietnam*. En 1966, le SNB (FEN) et le Syndicat national des techniciens du CNRS (CGT) rejoignent le Collectif. Le 26 mai 1966, le Collectif organise les « 6 heures pour le Vietnam », à la Mutualité, premier rassemblement de masse au Quartier latin contre la guerre, en présence du délégué général de la République démocratique du Vietnam (RDVN), Mai Van Bo, et avec la participation de partis politiques et de syndicats.
Madeleine Rebérioux a été exclue du PCF fin 1968-début 1969 ; à la suite de cela, elle a été peu à peu éliminée de toutes responsabilités au SNESup et notamment en ce qui concerne la représentation du SNESup au Collectif.

Dans l'été 1970, l'intitulé devient « Collectif intersyndical universitaire d'action Vietnam Laos Cambodge ». En novembre 1970, le SNPCEN-FEN (Syndicat des personnels contractuels de l'Education nationale) y adhère. Une circulaire du 31 décembre 1971 donne la liste suivante des syndicats y adhérant : SNESup (FEN), SNB (FEN), UNEF, Syndicat national du personnel contractuel de l'EN (FEN), SNTRS (CGT), Syndicat du personnel de l'enseignement supérieur et des bibliothèques (CGT), Syndicat du personnel de l'Institut national de la recherche agronomique (CGT), Syndicat général de l'Education nationale ITA (CFDT). Le 16 décembre 1971, le SGEN (CFDT) a retiré son adhésion, en réponse à la lettre du Collectif du 14 décembre 1971, faute de militants pour participer aux réunions.
Nous avons choisi comme date de la fin du Collectif le 16 avril 1976, date du numéro du Journal officiel où a paru l'annonce officielle de la création du CCSTVN, Comité pour la coopération scientifique et technique avec le Vietnam, sous la forme d'une association loi 1901 ; cette structure existait depuis 1973 au sein du Collectif. Elle a continué l'activité d'aide scientifique et de coopération scientifique et technique avec le Vietnam, avec les mêmes militants ; elle existe toujours à la date où est rédigé cet inventaire.

[30] à propos d'une réunion internationale sur la guerre du Vietnam ayant eu lieu à l'université de Toronto du 8 au 10 octobre 1965.

Origine de l'appel pour la collecte des livres : l'Institut Henri Poincaré avec le mathématicien Claude Chevalley ont pris l'initiative en 1961 d'une collecte de livres pour les universitaires du Nord Vietnam : courrier de Laurent Schwartz à Henri Van Regemorter du 14 décembre 1966, à l'occasion de la réponse du premier pour être l'un des signataires de l'« appel » du Collectif.
La FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques) a lancé en 1966 « une campagne pour la fourniture de matériel pour le Vietnam, ce matériel correspondant à une liste demandée par M. Dang Minh Tru au nom de l'Association pour la diffusion de la science et de la technique de la RDV dont il est vice-président » : lettre de P. Averbuch, de l'Union des travailleurs scientifiques, de Paris, à Henri Van Regemorter, du 21 décembre 1966.
C'est en mars 1967 que le Collectif lance son « appel des livres pour le Vietnam », point de départ d'une collecte permanente, française et internationale, avec pour but d'offrir à l'Université de Hanoï une bibliothèque scientifique. A la demande des correspondants vietnamiens du Collectif, celui-ci a adressé, dès 1967, les livres et périodiques à la Bibliothèque scientifique centrale du Comité d'Etat des sciences, à Hanoï.

Origine des archives : la plupart des archives du Collectif ont été recueillies par Nicole Simon, qui en était la trésorière à la fin, en même temps que la responsable de l'envoi des livres et périodiques. Madeleine Rebérioux, qui fut à l'origine du Collectif et l'une de ses animatrices essentielles jusqu'à la fin des années 60, a donné ses archives personnelles, très importantes pour comprendre la naissance du Collectif. Henri Van Regemorter a fourni quelques documents.
Une thèse sur le Collectif aurait été faite par un Néerlandais dans les années 1970, selon Madeleine Rebérioux ; ce chercheur, en tout cas, s'il a utilisé les archives de Madeleine Rebérioux, n'a pas utilisé celles détenues par Nicole Simon.

La cote 20000529 regroupe les dossiers papier : périodiques, dossiers chronologiques et thématiques. Le fonds comprend également des films cotés 20000530 et des affiches cotées 20010244.

Nicole Simon.

les cahiers du *GERME*
Edité par l'association GERME, 42, rue Faidherbe 75011 PARIS
Fax : 01 44 93 07 32
www.germe.info Adrélec : germe@ateliernet.org
Imprimerie spéciale de l'éditeur.
CPPAP en cours. ISSN 1277-247X

Directeur de Publication : Robi MORDER

Comité de lecture : Valérie BECQUET, David COULON, Lionel CHRISTIEN, Didier FISCHER, Joël KOTEK, Jean Philippe LEGOIS, Stéphane MERCERON, Alain MONCHABLON, Robi MORDER, Jean-Quentin POINDRON, Nathalie RAOUX, Jean Yves SABOT, Claudie WEILL

Dictionnaire biographique

Adresser toutes demandes de renseignements, offre de collaboration, entretiens réalisés, listes de bureaux à : Alain MONCHABLON, CNRS URA 1738, 9, rue Malher, 75181 PARIS CEDEX 04, tel : 01 44 78 33 79 - fax : 01 44 78 33 33. Courriel : alain.monchablon@wanadoo.fr

BUREAUX DE L'AGEC (Clermont-Ferrand) 1946-1971 (II° partie : 1959-1971)

Liste élaborée par Olivier Bianchi pour son mémoire *L'AGEC-UNEF 1946-1971, mutation universitaire et mutation syndicale.*(1997 – voir note de lecture dans les *Cahiers du Germe trimestriels* N° 9).

1959-1960

Gladel Jean François	Président
Fryszman Jean Louis	VP Intérieur
Diederichs Pierre Richard	VP Universitaire
Champelaux Robert	VP International (Outre-mer)
Mondin Françoise	VP Culturelle
Tardieu Yves	VP Santé Sports
Ceuille Pierre	VP information
Gonce Guillemette	VP jeunesse
Raze Marius	Trésorier (démission le 15/1/60)
Camille Barrot	nouveau Trésorier
Colin Félix	Secrétaire général
Coiffier Louis	Dir. Maison des étudiants (démission le 2/12/59)
Surreau Yves	Dir Maison des étudiants
Vernet Jacques	Direction service polycopiés
Fourgeau Christian	Dir. Serrvice achat coop.
Pinel Michel	S.G. adjoint, démission 2/12/59)

Déclaration en préfécture du Puy-de-Dôme, 3 novembre 1959,

1960-1961

Gladel Jean Français	Président d'honneur
Fryszman Jean Louis	Président d'honneur
Diederichs Pierre Richard	Président
Mondin Françoise	S.G.
Martin Michel	Trésorier
Semionoff Alain	Dir Maison des étudiants
Gerbaud Gérard	VP intérieur
Rey Bernadette	VP universitaire
Cabrières René	VP Santé-sports
Vigouroux Nicole	VP Culturel-jeunesse
Pejoux Robert	VP information
Rigal Denis	VP international Outre-mer
Vernet Jacques	Secrétaire adjoint
Perriot Evelyne	Secrétaire adjoint
Suchet Suzanne	Secrétaire adjoint
Peyre Bemard	Secrétaire adjoint

Déclaration en préfécture du Puy-de-Dôme, 24 novembre 1960.

Gladel J.F.	Président d'honneur
Fryszmann Jean Louis	Président d'honneur
Diederichs Pierre Richard	Président
Mondin Française	S.G.
Gerbaud Gérard	VP intérieur
Rey Bernadette	VP universitaire
Vigouroux Nicole	VP culture-jeunesse
Rigal Denis	VP extérieur
Pejoux Robert	VP information
Pages Jean Louis	VP santé-sports
Martin Michel	Trésorier
Perriot Evelyne	SG adjointe
Peyre Bernard	SG adjoint
Suchet Suzanne	SG adjoint
Vernet Jacques	SG adjoint
Borderieux Jean-Jacques	SG adjoint
Langle Jean-Jeacques	Dir Maison des étudiants
Lasternas André	Dir Maison des étudiants

Déclaration a la préfecture du Puy-de-Dôme, 20 décembre 1960.

Bureau dissident élu suite au renversement de majorité à Clermont-Ferrand. Depuis l'année 1959-1960 le bureau est passé sous le contrôle des minoritaires. Les comités de droit, pharmacie, médecine, dentaire, école de chimie et travaux publics refusent de le reconnaître et tentent des actions en justice vouées a l'échec.

Dumas Michel	Président (médecine)
Juillard Jeanne	Présidente (médecine)
Sevre Jean-Noël	VP intérieur (médecine)
Michel Paul	VP universitaire (sciences)
Deibard Jean Paul	VP jeunesse-sports (dentaire)
Romeuf J.	VP culturel (médecine)
Douce Bernard	VP information (droit)
Martray Pierre	SG (droit)
Lamiel Louis	Dir MDE (dentaire)
Desgouttes Georges	Trésorier (commerce)
Le Gaillard Yves	Com aux comptes (commerce)
Francis Claude	Com aux comptes (droit)
Duris J.	Com aux comptes (dentaire)

Déclaration à la Préfecture du Puy-de-Dôme, 17 mars 1961.

1961-1962

Diederichs	Président
Perriot Evelyne	Vice Présidente
Mondin Françoise	S.G.
Gerbaud Gérard	VP intérieur
Rey Bernadette	VP universitaire
Vigouroux Nicole	VP culture/jeunesse
Martin Michel	Trésorier

Suchet Suzanne	SG adjointe
Vernet Jacques	SG adjoint
Langle Jean-Jacques	Dir Maison des Etudiants

Déclaration à la Préfecture du Puy de Dôme, 1er juin 1961

Diederichs	Président
Vigouroux Nicole	Présidente. Démission 3/7/62
Fontverne André	Président après 3/7/62
Peyre Bernard	S.G.
Suchet Suzanne	Trésorière
Aubailly Jean-Claude	Dir Maison étudiants
Gerbaud Gérard	VP intérieur. Dém. 3/7/62
Pradin Pierre	VP intérieur après le 3/7
Tardieu Yves	VP intérieur adjoint
Giannoni Françoise	VP universitaire
Bompied Jean-Pierre	VP culturel/jeunesse
Naudin Michel	VP info
Louvert Daniel	VP international
Le Guehennec Michel	VP Sports/Santé
Fridlender Georges	SG adjoint
Labrousse Eliane	SG adjoint
Perrichon Jean-Claude	SG adjoint

Déclaration à la Préfecture du Puy de Dôme, 16 novembre 1961

1962-1963

Gerbaud Gérard	Président d'honneur
Vigouroux Nicole	Président d'honneur
Fontverne André	Président
Mizoule Jacques	SG (démission 2/12/63)
Cambon Yvonne	SG adjoint
Boulanger Jacqueline	SG adjoint
Trichard Jack	Trésorier
Chambon Raymond	Dir Maison des étudiants
Tardieu Yves	VP intérieur
Ramat Jean Marie	VP adjoint
Lacroix Raymond	
Meignin Gérard	
Delage Jean Pierre	
Gueibar Laurence	VP culturel
Blazy Jean Claude	VP culturel adjoint
Mariciniak Jean Pierre	VP information
Le Fauconnier Brigitte	VP info adjointe
Perichon Jean Claude	VP sports
Moreau Robert	VP sports adjoint
Vaurs Martine	VP action sanitaire et sociale
Fridlender Georges	VP polycopie

Déclaration an préfécture du Puy-de-Dôme, 12 novembre 1962

André Laurent	VP international
Giannoni Françoise	VP universitaire

Déclaration an préfécture du Puy-de-Dôme, 2 février 1963

1963-1964

Chazot Francis	Président
Hostier Maurice	SG
Tourette Michel	VP intérieur
Chemin Jean-Pierre	VP culturel
Bocci Richard	VP info
Devaux Christian	VP universitaire
Mignon André	VP sports
Milleto Jeanine	VP international
Trichard Jack	Trésorier
Chatendeau Jean	Dir. de la Maison des Etudiants
Laurent André	VP intérieur adjoint
Thomas Marie Paule	VP culturel adjointe
Lacosta Jean Pierre	VP sports adjoint
Bastide Main	VP universitaire adjoint
Dopont André	SG adjoint

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 22 nov 1963.

1964-1965

Chazot Francis	Président d'honneur
Gonce Gérard	Président d'honneur
Schmutz Colette	SG
Pays Jean	Dir.Maison des étudiants
Mansat Alain	VP intérieur
Roche Jean Paul	VP universitaire
Thuel Françoise	VP international
Abrial Marie Claude	VP culturel
Larpent Pierre	VP santé
Tabourdeau Michelle	VP santé adjointe
Gominard Gaby	VP information
Malesset Jean François	VP comptabilité

Déclaration en préfecture du Puv-de-Dôme, 13 nov I 964.

1965-1966

Gonce Gérard	Président d'honneur
Mansat Alain	Président
Schmutz Colette	SG
Chatendeau Jean	Trésorier
Pays Jean	Dir. maison des Etudiants
Sourdot Marc	Dir. maison des Etudiants adjoint.
Gonce Gérard	Dir. polycopie
Bidault Jean François	VP intérieur
Tardieu Yves	VP social
Devaux Christian	VP santé
Schmutz Jeanine	VP culturel
Brard Suzanne	VP internationale
Auroi Louis	VP adjoint
Duchenne Michel	VP info
Devert Pierre	VP sports
Roche Jean-Paul	VP coordination.

Déclaration an préfecture du Puy-de-Dôme, 11 déc 1965.

1966-1967:

Mansat Alain	Président d'honneur
Duchene Michel	Président
Mouquet Hélène	SG
Pays Jean	Trésorier
Auroi Louis	Dir Maison des étudiants
Pays Aimé	Dir polycopie
Daubigney Bernard	VP universitaire
Carasso Elie	VP culturel
Guillaneuf Marc-Antoine	VP culturel adjoint
Marcombe Marie José	VP international
Markarian Jacques	Vice-président info
Vedel Georges	Vice-président info adjoint.
Fournier Christian	Vice-président santé

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 24 nov 1966.

Duchêne Michel	Président d'honneur
Lallias Christian	Président
Pakomoff Claudine	SG
Phelouzat Jean Pierre	SG adjoint
Platier Alain	Trésorier
Auroi Louis	Dir. Maisons des Etudiants
Pays Aimé Dir.	Polycopie
Jarnevic Jean-Pierre	VP universitaire
Lenoir Gérard	VP culturel
Auby Jean-Paul	VP international
Chegut Gérard	VP information

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme; 1er février 1967.

1967-1968

Lalhias Christian	Président d'honneur
Neny Christian	Président
Dumas Roland	Trésorier
Mezeix Jeff	VP social
Raoux Jean-Jacques	VP info
Calamy Solange	VP internationale
Mourey Jean-Pierre	VP culturel
Vimbot Esther	Dir. Maison des Etudiants
Roussel Jeff	Dir. polycopie

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 28 nov 1967.

Neny Christian	Président d'honneur et Secrétaire Général (Sciences)
Dumas Roland	Président (maths)
Roussely Catherine	Trésorière (Lettres Modernes)
Poix Michel	Dir. de la Maison des Etudiants (EPS)
Sanchez Helio	Dir. de la polycopie(Espagnol)
Neny Martine	VP universitaire (Let. Modernes)
Servet Danielle	VP culturel (Anglais)
Duscharnpt Pierre	VP social (ESC)
Chaudezon Charlotte	VP coordination (Sc. Nat.)
Greugat Nicole	VP international (Chimie)
Montagne Bernadette	VP info (Histoire)
Denis Marie-Anne	VPsports (IREPS)

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 1er février 1968

Roussely Jean-Louis	Président (maths)
Chaudezon Charlotte	SG (Sciences Naturelles)
Roussely Catherine	Trésorière (Lettres Modernes)
Poix Michel	Dir. Maison des Etudiants (EPS à l'IREPS)
Sanchez Helio	Dir. de la Polycopie (Espagnol)
Neny Manine	VP universitaire (Lettres Modernes)
Chosson Patrick	VP culturel (Let.supérieures)
Duchampt Pierre	VP social (ESC)
Creuzat Nicole	VP internationale (Chimie)
Denis Marie Anne	VP sports (IREPS)
Neny Christian	VP coordination (Sciences).

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 6 mars 1968.

1968-1969:

Roussely Jean-Louis	Président (Maths)
Bazi Philippe	Trésorier (Sciences)
Hein Nicole	SG (Droit) élue le 5 d écembre
Sanchez Helio	Dir. polycopie (Espagnol)
Robier Jean-Pierre	Dir. maison des Etudiants (Maths)
Neny Martine	VP universitaire (Lettres Modernes)
Gallois Jacques	VP culturel (Sciences Eco)
Duchampt Pierre	VP social (ESC)
Bui Xuan Gilles	VP sports (EPS)
Nigoul Jean-Louis	VP info (Physique)
Breuil Simon	VP coordination (Philosophie)
Lamy Main	VP intérieur (Maths).

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 21 nov 1968,

Bureau dissident:

Chardon Daniel	Président
Brustel Jacqueline	Trésorière
Pignot Claude	SG
Clavel Jean	VP
Farce Annie	VP
Besson Michel	VP
Frima Henri	VP.

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 13 juin 1969.

1969-1970:

Gallois Jacques	Président (Sciences Eco)
Roussely Jean-Louis	Secrétaire général (Maths)
Cheville Marie-Noëlle	Trésorière (Medecine)
Sanchez Helio	Dir. Maison de l'Etudiant (Espagnol)
Soleilhavoup Claude	Directeur de la Polycopie (Espagnol)
Roussely Catherine	VP universitaire (Lettres Modernes)
Primault Michèle	VP universitaire adjointe (Espagnol)
Caillot Bernard	VP info (Lettres)
Bayle Jacques	VP info adjoint (Sc. Eco)
Medond Isabelle	VP social (EPSI)
Gaumet Hélène	VP culturel (Maths)
Blanquet Daniel	VP coordination (Histoire)
Lecat Philippe	VP international (Let. Sup.)
Lescure Richard	VP sports (Philosophie).

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 2 février 1970.

1970-1971:

Stolar Pierre	Président (lettres)
Petautou François	SG (lettres)
Cheville Nlarie-Noël	Trésorière (lettres)

Déclaration en préfecture du Puy-de-Dôme, 23 février 1971

Livres – thèses – mémoires

Jean-Michel BARREAU, ***Vichy, contre l'école de la République,*** Paris, Flammarion, 2001.

Par-delà son sujet, voilà un livre qui nous rappelle utilement que les questions d'éducation sont avant tout des questions idéologiques et politiques. Que le régime de Vichy se soit attaqué à l'école républicaine, qu'il ait révoqué une partie de ses maîtres et interdit d'enseignement les juifs, qu'il ait appuyé sur la classe sa propagande et mis à l'index nombre de manuels scolaires, tout cela nous est bien connu au moins depuis les années soixante-dix. L'originalité du livre de Jean-Michel Barreau est ailleurs. En premier lieu, de montrer que Vichy a livré à l'école de la République une véritable guerre : une guerre idéologique et politique, une guerre des valeurs pour imposer son école de la Révolution nationale. En second lieu, de replacer cette lutte dans un temps plus long que la « parenthèse » de 1940-1944. En effet, l'école de Vichy est l'aboutissement d'un long combat que mènent les adversaires de la République avant qu'ils n'arrivent au pouvoir à l'issue du vote des parlementaires, le 10 juillet 1940.

Jean-Michel Barreau, sans contester l'existence du triptyque classique « morale, propagande et autoritarisme » pour définir l'école de la Révolution nationale, considère qu'à trop rester sur ces versants, on ne retient que la politique pédagogique sans en comprendre ses ressorts les plus profonds puisqu'on ignore ses fondements idéologiques. On connaît mal toutes les théories, les idées, les concepts, les valeurs – cette « philosophie » - qui dictent cette politique scolaire, insiste avec raison l'auteur. La Révolution nationale a bien un vivier prolifique de théoriciens qui militent au moins depuis la fin de la Première Guerre mondiale. Et ce sont eux qu'il nous fait découvrir dans un premier temps : tous ces militaires prestigieux, ces intellectuels reconnus, ces écrivains à succès, ces capitaines d'industrie, ces hommes politiques de premier plan, ces pédagogues de terrain qui n'hésitent pas à prendre la plume pour défendre et propager leurs idées dans des essais à succès, dans la presse quotidienne, dans des revues spécialisées ou dans des manifestes.
Ils pourfendent tous l'école unique dont la « menace » se profile à l'horizon des années trente, quand la gratuité s'impose dans le secondaire. Jusque-là existaient deux écoles : une primaire, « l'école du peuple » – gratuite, populaire et professionnelle, et une secondaire, « l'école des notables », payante, bourgeoise et intellectuelle. L'argent, les programmes et la culture séparent ces deux mondes, à telle enseigne que dans les années trente les enfants d'ouvrier représentent 2,7% des élèves d'une classe de sixième. L'école de la République n'était pas une école démocratique, mais cela était déjà trop pour nombre de catholiques intransigeants et de maurrassiens engagés souvent rejoints par les troupes de la droite plus classique. La guerre des humanités pèse aussi lourd dans ce contentieux. Séparés par la barrière de l'argent, les deux écoles sont aussi séparées par la barrière culturelle des humanités. L'école secondaire est tout entière tournée vers une culture désintéressée, humaniste et élitiste qui puise l'ensemble de ses références dans l'antiquité grecque et latine. Comment imaginer que cet enseignement pourrait être destinée au plus grand nombre ? La polémique fait aussi rage sur la question de la laïcité. Il suffit que le Cartel des gauches inscrive en 1924 à son programme la suppression de l'ambassade au Vatican et l'extension de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat à l'Alsace et la Moselle pour que la Fédération nationale catholique du général de Castelnau monte au créneau et fustige cette « école sans Dieu ».

Jean-Michel Barreau nous montre avec précision comment quelques unes des figures les plus en vue de l'époque – le maréchal Pétain, Charles Maurras, Léon Bérard, Henri Massis, le général Weygand – ont lutté pied à pied dans les journaux les plus prestigieux comme dans les revues les plus modestes contre le rapprochement des deux ordres scolaires. Mieux, il nous décrit avec talent, les rencontres qui s'effectuent sur ce sujet entre les membres de cette intelligentsia de droite dans des cercles, des fédérations, des ligues qu'ils fondent comme autant de réseaux donnant corps à leurs idées éducatives. Un « Vichy avant Vichy » existe bien qui nourrit la guerre des valeurs que mène ensuite la Révolution nationale contre l'école de la République. A la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » haïe et décadente des frontons scolaires, elle oppose une trilogie implicite forgée depuis des années par ces idéologues dans leurs cénacles : « Instinct, Tradition, Sélection ». Instinct pour le peuple, sélection pour l'élite et tradition pour tous.

L'instinct signifie un mélange à la fois de bon sens, d'intuition, de sagesse, de simplicité et de modestie intellectuelle. L'école républicaine aurait éradiqué l'instinct au profit de l'intelligence et ainsi pervertit les plus simples. Cette apologie du bon sens populaire trahit l'anti-intellectualisme du régime de Vichy et sa critique radicale de la science. La guerre scolaire que mène la Révolution nationale est celle de la lutte contre le cartésianisme, les Lumières et la Révolution française qui ont éloigné l'homme de la quiétude de sa simple condition. Pour revenir à ces sources ancestrales, il faut faire machine arrière.
Aussi l'école doit-elle prendre appui sur la tradition et non la supprimer. Elle doit respecter les coutumes. Eduquer le peuple, c'est ne toucher à rien ou y toucher le moins possible. Jérôme Carcopino, dans son texte de loi du 15 août 1941, assigne comme rôle à sa réforme de l'enseignement « de faire que chacun aime à rester à son rang par tradition et fierté ». Racines, terroirs, coutumes sont portés au pinacle par toute une littérature qui défend les vertus populaires. Pour le régime de Vichy, à chacun son représentant de la tradition. Pour les hommes, ce sont le paysan, l'artisan ou l'ouvrier. Pour la femme, c'est la mère qui doit réintégrer le foyer et ne pas céder aux sirènes de l'égalité des savoirs et des professions avec les hommes. Etre mère est une noble mission qui se suffit à elle-même et tout enseignement féminin ne peut être orienté que vers cet objectif. Pour autant, si tous les Français sont nobles, certains le sont plus que d'autres. Il y a deux élites : l'élite populaire et l'élite aristocratique.

La sélection est ainsi au cœur du projet scolaire de Vichy. La hiérarchie sociale ne peut être remise en cause. Chacun doit rester à sa place dans un monde où tout rapport conflictuel se veut apaisé. La hiérarchie est fraternelle : le peuple est un serviteur magnifique qui attend tout de son supérieur tandis que l'aristocrate est un supérieur éclatant qui peut tout donner. « Ils sont l'un au-dessus de l'autre mais s'emboîtent dans une égale quiétude, pour le bien de chacun ». Dans ce monde parfait, l'égalité voilà l'ennemi. Elle ne peut être qu'une perversion des rapports entre les individus fondée sur l'égoïsme et l'envie. Elle crée une spirale infernale où le pauvre envie le riche, l'employé son employeur, le malade le bien portant. Toute une histoire peut être ainsi revisitée. La Révolution française n'a-t-elle pas mis fin à un ordre harmonieux où le seigneur protégeait le paysan ? Dans cette conception des choses, la sélection est salutaire. René Benjamin, un des inspirateurs de la politique scolaire de Vichy, revient souvent sur le thème d'une franche sélection à l'école. Pour lui, elle répond autant aux nécessités de l'ordre naturel des choses qu'à l'intérêt de ceux auxquels elle s'adresse. « Tout ce qui ne se réclame pas de cette séparation des meilleurs et des moins bons ressort d'une volonté malhonnête et démagogique de mettre les enfants là où ils ne devraient pas être. Il y a les bons, il y a les mauvais : l'école doit enfin tenir compte de ces vérités simples et premières ».

Au bout du triptyque éducatif de la Révolution nationale, il y a bien la séparation des deux ordres scolaires. Pour le peuple : l'école primaire et l'outil du métier. Pour l'élite : l'école secondaire et la plume de la connaissance. La démonstration de Jean-Michel Barreau est brillante, toujours nourrie de références et éclaire d'une lumière neuve la politique scolaire de Vichy qu'il aborde en fin d'ouvrage et en quelques pages. La redéfinition des institutions et des programmes nous est parfaitement connue et l'auteur a raison de ne faire là qu'un rappel. La fermeture des écoles normales et leur remplacement par les Instituts de formation professionnelle pour les maîtres, la restauration du travail manuel et de l'enseignement professionnel, la place nouvelle accordée à l'enseignement agricole et au terroir (géographie locale, histoire locale, folklore local, dialecte local), la suppression de la gratuité du secondaire et l'instauration des bourses pour les meilleurs, traduisent concrètement et politiquement cette idéologie scolaire de Vichy. On comprend mieux à la lecture de cet ouvrage toute l'importance qu'a revêtu pour la Révolution nationale ce combat contre l'école républicaine. Il est dommage toutefois que l'auteur n'ait pas relevé au passage les origines républicaines de cette politique scolaire qui voulait rompre avec l'idéal républicain. Cela aurait ajouté une note de complexité à une démonstration qui peut par moment prendre la forme d'un réquisitoire. Et le réquisitoire s'éloigne de l'histoire.

Didier Fischer

Mohamed HARBI, dans ***Une vie debout (mémoires politiques, tome I : 1945-1962),*** La découverte, 2001, **Houari MOUFFOK** ***Parcours d'un étudiant Algérien, de l'UGEMA à l'UNEA,*** Bouchene, 1999. **Jean SPRECHER,** ***A contre-courant, étudiants libéraux et progressistes à Alger 1954-1962.*** Bouchene, 2000.

En quelques semaines, plusieurs ouvrages viennent enrichir notre connaissance sur la période de la guerre d'Algérie. **Mohamed HARBI**, dans ***Une vie debout (mémoires politiques, tome I : 1945-1962),*** La

découverte, 2001, publie ainsi une première partie de ses mémoires. Appliquant à son témoignage la méthode du chercheur renommé qu'il est, cela donne un ouvrage rompant avec l'héroïsation habituelle de l'autobiographie. En effet, Harbi raconte ses souvenirs qu'il a pris le soin de confronter avec des documents, éclairés par ses recherches ultérieures. En toute honnêteté, il indique ce qui ressort de l'un ou de l'autre, n'affirme pas quand il doute de telle ou telle date, et n'hésite pas à expliquer qu'il s'est trompé à tel moment, et - d'après lui - pourquoi. Lors d'une conférence à l'EHESS, il explique qu'il utilise le "je", donc la subjectivité, au lieu de se replier derrière un "nous" collectif. L'ouvrage est agréable à lire, et l'on attend avec impatience le deuxième volume. En ce qui nous concerne, rappelons que Mohamed Harbi - dirigeant de la fédération de France du FLN - avait été étudiant à Paris. Il participe à la formation de l'UGEMA (union générale des étudiants musulmans algériens) et nous explique les débats qui y ont eu lieu. C'est avec grand intérêt qu'on suit ainsi l'opposition entre ceux (dont Harbi) qui ne veulent pas de référence religieuse (le "M" de l'UGEMA) et ceux, appuyés par la majeure partie de la direction du FLN (individuellement non religieux, voire non croyants), qui insistent sur la nécessité d'utiliser la référence religieuse comme composante dela référence identitaire nationale. Harbi nous confirme également ce qu'il avait expliqué lors du colloque "50 ans de syndicalisme étudiant" (RESSY-UNEF -UNEF ID, avec la collaboration du GERME, en 1996), à savoir la faible autonomie de l'UGEMA vis à vis de la direction du FLN, notamment dans les discussions (et leur échec) avec l'UNEF en 1956. **Houari MOUFFOK** avait lui, déjà publié ***Parcours d'un étudiant Algérien, de l'UGEMA à l'UNEA,*** aux éditions Bouchene en 1999. C'est l'occasion de l'évoquer ici. Mouffok, après avoir passé une première partie de ses études durant la guerre d'Algérie en Allemagne de l'Est, a été le secrétaire général de l'Union nationale des étudiants d'Algérie. L'UNEA avait pris la succession de l'UGEMA après l'indépendance. Il sera emprisonné et torturé pour s'être opposé au coup d'Etat du Colonel Boumedienne en 1965, et pour avoir voulu maintenir l'autonomie de l'UNEA, *"seule organisation algérienne dont les dirigeants étaient élus démocratiquement à bulletin secret, les candidatures étant ouvertes à tous les adhérents, sans exception"*. Racontant avec des "flash back" son histoire entre 1963 et 1967, et notamment les tensions avec les pouvoirs en place, y compris avant 1965, c'est aussi une réflexion sur la référence religieuse. Recevant Che Guevara à Alger, le dirigeant de l'UNEA indique "*Nous tentons de mettre en oeuvre un socialisme conforme à nos traditions arabo-islamiques*", ce à quoi Guevara répond "*Ca, ça se retournera contre vous*". Propos prémonitoires, comme l'indique la préface de Nourredine SAADI. Enfin, nous découvrons, toujours aux Editions Bouchene, paru en 2000, **Jean SPRECHER, *A contre-courant, étudiants libéraux et progressistes à Alger 1954-1962.*** Il ne s'agit pas que des souvenirs du principal auteur narrant l'histoire d'un groupe qui nage effectivement "à contre-courant" dans l'Université d'Alger. Plusieurs autres amis ont inscrit en fin du livre quelques pages de témoignages personnels : Alain Accardo, Antoine Blanca, Jean-Paul Ducos, Claude Olivieri, Charles Géronimi... Français nés en Algérie, opposés au colonialisme, ces individus sont confrontés à des dilemmes. Partir faire le service militaire ? L'espoir qu'ils n'auront pas à faire la sale guerre? L'affaire Mandouze y est évoquée, de même que la façon dont s'organisent ces étudiants face à la direction de l'AGE d'Alger dont les positions vont évoluer de plus en plus à l'extrême-droite et à l'OAS, avec notamment la "journée particulière" du 3 novembre 1960 au cours de laquelle ils s'affrontent avec les étudiants grévistes de l'AGEA, encouragés par le Préfet qui - saisissant le prétexte des violences - fait pénétrer les forces de police à l'Université pour perquisitionner. Dans ce livre, on croise des personnes de passage, par exemple Pierre Bourdieu.

L'intérêt d'une lecture croisée de ces trois livres, c'est que les personnages s'y rencontrent. Mouffok connaît évidemment Harbi, comme les deux connaissent ces "étudiants progressistes et libéraux". Il semble parfois qu'il s'agit - comme dans le fil *La Terrasse* - de plusieurs caméras situées à des angles de vue différents mais donnant sur la même scène. Nous espérons pouvoir réunir ces auteurs - et d'autres témoins - lors d'un séminaire du GERME.

Robi Morder

LIVRES, MEMOIRES, THESES ET OUVRAGES SIGNALES

ANDRIEU Claire –TARTAKOWSKI Danielle ***Associations et champ politique.*** P.U. Sorbonne 2001. **COLLECTIF,** *Bêtes et Méchants (petite histoire des jeunes fascistes français)* , Réflexe, 2001. **DEREYMEZ Jean William** (dir), *Etre jeune en France (1939-1945),* l'Harmattan, 2001. Il s'agit des actes du colloque tenu sur ce thème à l'IEP de Grenoble en janvier 1997. Un autre volume centré sur le département est également édité chez l'Harmattan : *Etre jeune en Isère (1939-1945).* **MULTON Hilaire,**

Histoire de la JEC DE 1945 à 1957 : une génération de chrétiens novateurs , Mémoire de maîtrise d'histoire (J-M. Mayeur Dir.), Paris IV, 2001. **PATTIEU Sylvain,** *Les camarades des frères. Guerre d'Algérie et extrême-gauche en France. Dynamiques et recompositions,* Mémoire de Maîtrise d'histoire (J-L Truiaud Dir.), Aix-Marseille I, 2000. **SOMMIER Isabelle,** *Les nouveaux mouvements contestataires à l'ère de la mondialisation.* Flammarion 2001. **VERGNE Francis,** *De l'Ecole à l'emploi, attentes et représentations,* Syllepse, 2001. **YON Karel,** *Des révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique : étude du courant Convergence(s) Socialiste(s),* Mémoire de DEA de sciences politiques (J. Lagroye Dir.), Paris I, 2001.

En surfant sur le web :

Signalons que le mémoire de **RAUZY Antoine,** *L'apparition des comités de soldats en France dans les années 70 (mai 74 – mars 76)* maîtrise d'histoire (A . Prost Dir.), 1999, est disponible en consultant le site

A voir aussi les souvenirs militants et réflexions d'**Olivier REY** sur son parcours au sein du syndicalisme étudiant et de l'UNEF-ID

Dans les revues

AGORA

N° 25, 3° trimestre 2001, après l'éditorial de Tariq Ragi (« qui sont les jeunes »), un dossier intitulé « vers un nouveau pacte intergénérationnel », en trois parties. 1. « la jeunesse, une action publique à interroger », 2. « vers une rédéfinition des relations éducation/ formation/ emploi ? », 3. « relations familiales et émancipation des jeunes : une nouvelle donne en perspective ».

ARSS

Dans ce dernier numéro de l'année 2000, les *Actes de la recherche en sciences sociales* se penchent sur « le vote ». A signaler, l'article de Laurent Douzou, « La démocratie sans le vote », à propos de la question de la décision dans la Résistance et de Frédéric Lebaron, « Des votes invisibles ? » au sujet de l'ordre économique et pratiques de vote.

AUTREMENT

A l'occasion de la fin du service militaire, Marc Bessin a coordonné diverses contributions et témoignages dans une « autopsie du service militaire : 1965-2001 ». Les articles se répartissent entre six grands thèmes : « Mythes et images » (dont les rituels des conscrits), « séparation », « routine, ennui et sociabilité », « maison des hommes. Langage et activités virils », « autorité et discipline, contestation) dont un article de Robi Morder sur le mouvement contre la Loi Debré en 1973, et un autre d'Antoine Rauzy sur les comités de soldats), « universalité et intégration nationale ». Le tout se termine par une bibliographie thématique, et un glossaire des sigles.

BULLETIN DU CHS

N° 24 – 2001 Dans le bulletin annuel du CHS – XX° siècle, le traditionnel rapport d'activité du centre, avec ses maîtrises, DEA et thèses soutenues. On notera parmi les travaux soutenus : Julien Pequignot, *La mémoire télévisuelle de mai 68,* Ambroise Salomon, *Le PSU et l'enseignement 1960-1967.* Du côté archives, on remarquera la description du Fonds Delanoue, particulièrement riche du côté du syndicalisme enseignant international. Mémoires et inventaires disponibles à la bibliothèque du 9, rue Malher aux heures d'ouverture.

LE DEBAT

Dans le **N° 96. Hiver 2001-2002,** la poursuite de la rubrique « l'idée d'université » (XXIV) avec deux articles. Un premier article collectif, (Olivier Beaud, André Guyaux, Philippe Portier) au titre-slogan, « contre l'instrumentalisation de l'université », affirme « retrouver l'idée d'université pour espérer de l'université ». Les auteurs (s'inspirant des thèses d'Alain Bienaymé) estiment qu'il « n'y a pas d'idée d'université en France ». En effet, celle-ci est instrumentalisée par les « clients », marchepied pour l'emploi, à l'encontre de l'idée humboldtienne, articulant enseignement et recherche. Ainsi cette subordination existe en France à l'instar des universités des USA, mais sous des formes différentes puisque c'est la tutelle de l'Etat n'interdit pas les pressions économiques. Bien au contraire, l'Etat les relaie. Pour Beaud, Guyaux et Portier « être universitaire aujourd'hui et appartenir à la génération qui a abjuré le mandarinat, qui

refuse le clientélisme, et qui constate les effets ravageurs du localisme, c'est le plus souvent, dans la conception pratique du métier, résister. Résister au harcèlement bureaucratique, au réformisme improvisé, au « bougisme » politique, à la démagogie des discours ». Vaste programme…

Jean Pierre Colin, dans un deuxième article, nous parle de « la réforme de l'Université ». Partant du « syndrôme Devaquet » et d'une situation où « les conséquences de la centralisation » sont dénoncées, ainsi que les « tabous et mensonges », l'auteur prône une autonomie des universités, recrutant elles-mêmes leur personnel (et donc transformant « de fond en comble » le statut des enseignants du supérieur), dans la perspective d'une contractualisation entre enseignants et universités (des contrats de sept ans successifs jusqu'à 65 ans, ensuite de trois ans successifs jusqu'à 75, puis des contrats de un an). Colin propose d'en « finir avec le baccalauréat » qui ne serait plus le premier grade universitaire, chaque faculté organisant son examen d'entrée. Enfin, après des remarques sur les bibliothèques et les droits d'inscription qui devraient être fixés (dans un premier temps) à 1000 euros, en ce qui concerne les institutions, la proposition est simple : tout le pouvoir aux enseignants-chercheurs, les autres catégories (IATOSS, étudiants) seraient dans des conseils consultatifs et les Présidents élus par toutes les catégories mais avec une pondération des voix (1 professeur pesant 40 voix, un maître de conférences 10, les autres personnels 5 et les étudiants 1 voix). Et J.P. Colin de conclure que ces idées « sont plus repandues qu'on pourrait le croire, et que, par exemple, à la direction de l'enseignement supérieur, nombreux sont les hauts fonctionnaires ou les conseillers – souvent d'anciens présidents d'université – qui les partagent.

FUTURIBLES

Le premier numéro de 2002 (N° 271) comporte deux articles traitant de « l'éthique à l'Ecole », un de Christian Nique prônant l'introduction de l'éthique à l'école, et le deuxième de Walo Hutmacher sur « valeurs et citoyennetés » à l'école.

LE JOURNAL DE LA BDIC

N° 4 – novembre 2001. Ce bulletin s'ouvre sur la présentation par Geneviève Dreyfus-Armand du projet (en voie de réalisation) de la BDIC comme pole fédérateur de la recherche en histoire contemporaine au sein de " l'institut fédératif de recherche ", donnant comme exemple la journée du GERME du 28 novembre dernier. Une présentation du Système universitaire de documentation et recherche (SUDOC), les premiers résultats de l'enquête auprès des lecteurs de la BDIC et une description succinte de nouveaux fonds d'archives.

LE MONDE DE L'EDUCATION.

Au sommaire du dossier de **janvier 2002**, une question : " 2010, une France sans cadres ", qui concerne particulièrement l'éducation et la formation et sa production de diplômés. Un article d'Antoine Prost sur les 30 ans des CFA (centre de formation des apprentis).

PANORAMIQUES

N° 56 1° trimestre 2002. Cette livraison de la revue à thèmes, est intitulée " Education nationale, des idées à rebrousse-poil ". Un premier tour des " questions mal posées ", comme celles liées à l'intégration, la massification, un deuxième chapitre sur " ce qui ne va pas ", ainsi de " l'égalitarisme suicidaire ", les surdoués, les sujets du bac... Puis, un tour d'horizon pour savoir : " est-ce mieux ailleurs ? ", en passant par la Grande-Bretagne, les USA, l'Allemagne, le Canada, Roger Miller s'interrogeant sur la complémentarité université/entreprise. Enfin, nous abordons les " vrais enjeux " (laïcité, les mathématiques...) pour conclure par les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication).

TRAVAIL ET EMPLOI

N° 86 – avril 2001. Cette livraison de la revue de la DARES (Ministère du travail) nous intéresse en ce que son thème principal est celui de la formation professionnelle en France, avec un article de Vincent Troger : « les passeurs de l'éducation populaire à la formation continue ».

les cahiers du
GERME
trimestriel - N° 21 - 1° trimestre 2002

document

LE LYCEEN COMBATTANT

ORGANE NATIONAL DES COMITES LYCEENS DE L'UNION DES ETUDIANTS PATRIOTES. N°DE MAI 1944

remerciements à Jacques Varin pour nous avoir fourni ce document

SUR LE FRONT LYCEEN

-:- Devant la résistance obstinée des lycéens bretons au "service de la pioche", les boches ont fait fermer les lycées et collèges de Guingamp, St Brieuc, Lamballe, Treguier, Lannion, décrété leur transfert dans l'Indre et la Creuse et déclaré les élèves interdits dans les Côtes du Nord. Devant ces mesures arbitraires et brutales, les lycéens bretons, groupés dans l'U.E.P. ont organisé une active résistance par manifestations, pétitions, association de leurs parents à leur défense... Soutenons tous dans leur lutte nos camarades menacés.

-:- Les internes d'un grand lycée rouennais ont exigé par délégations et pétitions une amélioration de l'ordinaire du réfectoire et des conditions de logement. Ils ont obtenu satisfaction.

-:- Dans un lycée de Seine-et-Oise les lycéens ont observé une minute de silence pour un de leurs fusillés.

-:- Pour le I° Mai, des Lycéens parisiens ont pris la parole dans un cinéma du 20° arrondissement, exhortant les jeunes à s'unir dans les Forces Unies de la Jeunesse Patriotique, à résister à la déportation et à passer à l'action armée. La salle comble fit à l'orateur une châleureuse ovation et une Marseillaise fut chantée par tous les sepctateurs debout.

-:- Le 3 Mai, les lycéens parisiens prirent part à une grande manifestation d'unité organisée sur le Bd St Michel par l'Union des Etudiants Patriotes. A I7h I0, en I7 points du boulevard, des diffuseurs de toutes les organisations adhérentes à l'U.E.P. (Etudiants de l'O.C.M., Etudiants Catholiques Combattants, Etudiants Protestants Patriotes, Union Féminine Universitaire, Front National Etudiant, Défense de la France, Etudiants et Lycéens Communistes, Etudiants des M.U.R.) lancèrent simultanément à la volée des milliers de tracts et de journaux. Les élèves qui sortaient es Lycées voisins se firent les auxiliaires bénévoles des distributeurs, criant à tu-tête : "demandez l'Essor,, demandez l'Etudiant Combattant, demandez l'Humanité". La foule se jeta avidement sur le matériel répandu. En même temps, un membre de l'U.E.P. grimpé sur un comptoir de la librairie Gibert, invitait les étudiants à s'unir contre les menaces de déportation et le terrorrisme nazi dans les Facultés. Cependant qu'un groupe d'auto-défense de l'U.E.P. descendait d'un pavé bien placé la vitrine de la fameuse librairie collaboratrice Rive Gauche. Des boches fous de rage qui tentèrent d'intervenir en furent empêchés par l'attitude résolue de la foule qui freina leur poursuite et protégea la retraite des manifestants.

-:- Au mépris de toutes les prescriptions médicales, Bonnard a décidé de réduire les vacances de Pâques de I5 à 4 jours pour complaire à ses patrons boches affolés par la pénurie croissante des moyens de transport. Nous avons tous compris, malgré les prétextes invoqués, qu'il s'agissait non d'une mesure scolaire mais d'une mesure de guerre qu'il fallait saboter à tout prix. Aussi, les lycéens dans leur majorité ont-ils pris d'office des vacances normales. A Lyon, les lycéens envoyèrent des pétitions à Bonnard et restèrent absents I5 jours. A Paris, dans un des plus grands lycées de la Rive Gauche, toutes les classes supérieures firent grève pendant IO jours. Des piquets de grève se relayèrent quotidiennement à la porte de l'établissement. Les menaces rageuses du poviseur n'eurent aucun effet et devant l'unanimité de la résistance, aucune sanction ne put être prise.

BACHOT 1944

Ce n'était pas assez de supprimer l'oral au bac et les notes éliminatoires, d'"assouplir" le régime de la dissertation, de prodiguer des conseils d'indulgence aux jury, en un mot de vendre à la criée un bachot au rabais, Monsieur Bonnard vient encore d'octroyer un régime de faveur tout spécial aux candidats bâcheliers qui se distingueraient... dans les travaux de déblaiement. Ainsi, il est parfaitement inutile d'être fort en thème, ou bon en math pour devenir bachelier I944, il suffit simplement d'avoir de bons biceps et de savoir manier la pelle et la pioche.Ayant ainsi compléte sa fraternelle liquidation du "surmenage" scolaire, Mr Bonnard peut dormir tranquille: la maudite engeance des savants, des chercheurs, des intellectuels si gênants avec leu obstination à vouloi penser et réfléchir, va être enfin remplacée par une humanité docile et abrutie copiée sur un bon modèle nazi.

Mais Mr Bonnard se trompe lourdement s'il compte nous faire les complices de sa manoeuvre à longue potée. Nous ne nous laissons pas acheter par l'appat d'une illusoire facilité. Nous refusons les allègements de complaisance. Nous protestons contre tout traitement de faveur injustifié.

Pour combattre efficacement le surmenage nous connaissons le vrai remède: exigeons des suppléments alimentaires pour nous permettre d'affronter la fatigue des examens dans des conditions normales : 500 gr. de pain par jour, 500 gr de beurre par mois, de la viande tous les jous.

C'est la meilleure réponse que nous puissions faire à Bonnard et à sa sollicitude intéressée.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:
JEUNES LYCEENS

Faites connaître les belles actions de vos camarades. Imitez les!

Fomez partout des MILICES LYCEENNES qui vous protégeront contre toute agression